MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Vingt-troisième séance – Mercredi 10 novembre 1999, à 20 h 30

Présidence de M^{me} Alice Ecuillon, présidente

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. André Hediger*, conseiller administratif, *M. Tristan Cerf*, *M^{me} Liliane Chabander-Jenny*, *MM. Philippe Cottier*, *Jean-Marie Hainaut*, *Sami Kanaan*, *Guy Mettan*, *M^{mes} Alexandra Rys* et *Evelyne Strubin*.

Assistent à la séance: *M. Pierre Muller*, maire, *M. Alain Vaissade*, vice-président, *MM. Manuel Tornare* et *Christian Ferrazino*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 25 octobre 1999, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 9 novembre et mercredi 10 novembre 1999, à 17 h et 20 h 30.

1990

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1999 (soir)

Communications du Conseil administratif et du bureau du Conseil municipal
Proposition: plan localisé de quartier à la rue Jean-Violette

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Rapports de majorité et de minorité de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, en vue de l'abrogation du plan localisé de quartier N° 25874-661, adopté par le Conseil d'Etat le 1^{er} décembre 1967 et situé entre la rue Jean-Violette, la rue de Carouge et la rue Prévost-Martin, dans le quartier de Plainpalais (PR-17 A/B)¹.

Suite du premier débat

M. François Sottas, rapporteur de minorité (AdG/TP). C'est en tant que rapporteur de minorité que j'interviens, parce que dans ma première intervention je n'ai peut-être pas été très clair et M. Mark Muller ne m'a pas très bien compris, mais c'est ma faute plus que la sienne, je le précise tout de suite.

Au sujet de la circulation dans le périmètre concerné, j'aimerais quand même rappeler que ce PLQ date de 1967; je crois que c'est une donnée importante. Il était effectivement prévu à l'époque d'élargir toute la rue Jean-Violette pour permettre une liaison entre la rue de Carouge et le quartier de l'hôpital. Cependant, ce projet a été abandonné, ce qui nous permet maintenant de revoir l'aménagement de ces rues et de créer une zone plus conviviale, voire une zone piétonne. On peut aussi envisager cela sur ce «goulet», mais l'élargissement de la rue Jean-Violette ne se justifie plus à l'heure actuelle; donc, ce serait bien.

¹ Rapports, 1953.

Proposition: plan localisé de quartier à la rue Jean-Violette

Et puis, à ce stade-là, j'aimerais peut-être un peu prendre à partie M. Froidevaux, qui ne s'est pas beaucoup exprimé ce soir mais qui nous a rappelé à plusieurs reprises pendant les travaux de la commission que nous allions visiter les lieux; si vous vous souvenez bien, Monsieur Froidevaux – et vous l'avez rappelé à plusieurs reprises pendant les travaux de la commission – les maisons dont il est question dans ce périmètre des rues Jean-Violette et Prévost-Martin n'ont pas de cave! Alors, on se demande comment on a pu aller faire signer des pétitions dans les caves!

M^{me} Michèle Künzler (Ve). D'emblée, j'annonce que les Verts soutiendront le rapport de minorité, ce qui ne surprendra point. L'abrogation du PLQ Jean-Violette est absolument nécessaire, parce qu'il est inadéquat pour défendre les différents intérêts en jeu. Premièrement, il s'agit de préserver l'annexe de l'Institut d'études sociales, même s'il est vrai que le PLQ pourrait être légèrement modifié pour épargner ce bâtiment. Deuxièmement, il s'agit d'étudier plus librement l'aménagement de tout ce périmètre Jean-Violette et de la place attenante de Saint-François. Pour cela, il faut abroger ce PLQ, parce qu'il marque de son empreinte extrêmement forte toutes les autres discussions. Quand on l'abrogera, on pourra aussi avoir une autre vision du problème.

C'est pour cela qu'il faut préserver ce qui peut l'être et offrir peut-être un espace public digne de ce nom. Je rappelle juste que, dans ce quartier, il y a, je crois, 17 cm² de verdure par personne – on a fait le calcul. C'est dire que ce quartier est dense! Contrairement à ce qui est prétendu dans le rapport de majorité, l'abrogation n'empêche nullement la démolition et la reconstruction! Pourtant, on change les règles. L'alignement ne sera plus une nécessité, mais reste possible. Le gabarit dépendra des décisions d'ensemble. Il existe un mur borgne à propos duquel on s'énerve, mais, dans ce quartier, il y en a plein, des erreurs urbanistiques, entre guillemets! Il s'en commet chaque jour, et je crois qu'il faut avoir une vision d'ensemble d'une ville qui évolue. Il est vrai que la construction de l'église Saint-François a provoqué aussi une «verru» dans ce quartier; même si elle est positive, elle a également créé des murs borgnes. Je crois que c'est le cours normal de l'histoire que des décisions que l'on prend à un certain moment ne soient plus adéquates à un autre. On évolue! En outre, je crois que ces murs borgnes peuvent aussi avoir leur histoire et être décorés ou couverts de végétation. Il y a de nombreuses manières de les accepter et de les intégrer au paysage.

D'autre part, à mon avis, il est vraiment ringard de croire que le progrès, c'est l'alignement, et que, dès que quelque chose dépasse, c'est une verrue. Je pense que les habitants n'ont pas du tout le même sentiment et n'ont pas l'impression de vivre dans un périmètre sinistré. Il est vrai que la Voirie pourrait passer un peu plus souvent, mais, à part cela, les habitants voient dans leur quartier du charme,

une vie, une histoire. Pourquoi raser tout élément d'histoire? C'est comme nier une partie du passé! Il y a des passés lointains, mais le passé ne s'est pas arrêté au XVIII^e siècle! Il y a aussi eu des moments historiques très importants au XIX^e et au XX^e siècle.

Quant au coût à assumer par la collectivité, il est vrai qu'il sera sans doute important, peut-être proportionnellement plus important que si l'on construisait du neuf. Cependant, si on construit du neuf, par exemple des logements sociaux, on consacrerait aussi 2 ou 3 millions de francs à la création de HBM, voire plus, puisqu'un immeuble neuf de ce gabarit revient à peu près à 12 millions de francs. A ce sujet, je tiens à souligner ici qu'il n'a nulle part été question de créer des logements sociaux à cet endroit. Bien qu'il manque effectivement des logements sociaux en ville de Genève, on ne nous a pas parlé de construction de logements HBM à cet endroit-là.

Par ailleurs, je crois que l'argument essentiel en faveur de l'abrogation de ce PLQ est le fait que ce dossier avancera uniquement quand les propriétaires se mettront d'accord, que l'on vote l'abrogation du PLQ ou non! Garder le PLQ en l'état ne va rien faire avancer! En effet, en l'occurrence, un des propriétaires, celui de l'Enfer Vert, veut rénover. Laissons-lui donc cette chance, et ceux qui avaient ce projet en changeront aussi!

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Dans quelques instants, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, la parole sera donnée à M. Ferrazino, lequel aura le plaisir, comme à son habitude – à croire que c'est une règle – de clôturer nos débats. Et il n'aura d'autre souci que de vous dire que les libéraux en général, M. de Freudreich en particulier, M. Mark Muller tout spécialement et M. Froidevaux qui vous parle en ce moment, sont des obscurantistes qui distillent les idées du Moyen Age. (*Applaudissements.*) Je remercie M. Ferrazino de d'ores et déjà me donner raison en soulignant que mes propos sont d'une lucidité rare. (*Rires.*) Il vous expliquera, tout à l'heure, que les libéraux n'ont pas d'autre projet que de raser pour uniformiser; il vous expliquera que cette politique est celle qui a permis la réalisation des pires immeubles de la ville de Genève et, ce faisant, il ne cherchera pas à vous donner d'exemple; il cherchera une fois de plus à désigner un bouc émissaire. L'objectif qu'il poursuit ainsi – puisque, depuis le mois de juin, nous avons pris quelques habitudes – ce n'est pas d'exposer le contenu du projet, c'est de vous dire: «Les libéraux sont des cons.» (*Rumeur.*) C'est évidemment un langage et une manière de procéder en politique qui ne sont pas acceptables et j'attire simplement votre attention sur le fait que c'est une façon de vous signifier que, si vous ne votez pas comme il vous dit de voter, alors, cet adjectif de trois lettres, qu'il destine tout particulièrement aux libéraux et plus particulièrement à MM. de Freudreich, Muller et Froidevaux, vous serait alors applicable. Cette

méthode a eu jusqu'à maintenant un avantage certain: elle vous a convaincus. Elle vous a convaincus d'adopter des positions qui, pour le moins que l'on puisse dire, étaient aberrantes. J'aimerais simplement vous dire qu'en acceptant cette méthode de travail vous faites la part belle à une politique qui consiste à bêler comme on le faisait au Soviet, à Moscou, il n'y a encore pas si longtemps. Cela bloque le débat; de ce fait, il n'y a aucun sens à ce que nous nous réunissions ni à ce que l'un ou l'autre d'entre nous tente de parler d'intelligence.

En l'espèce, le projet qui vous est soumis est un projet de longue date; l'essentiel de ce Conseil municipal s'en souvient. En particulier, le projet de PLQ Jean-Violette, périmètres nord et sud, comme le rappelait M. Savary, a été refusé par le Conseil municipal à une majorité importante, dans l'objectif d'obtenir un plan de site. Ce qui a été dit, en particulier par le groupe socialiste, il y a à peine trois ans, consistait en ceci: «Nous allons protéger ces immeubles, et, pour être sûrs de les protéger, nous allons vous en démontrer la valeur historique; pour ce faire, nous allons solliciter du Canton l'établissement d'un plan de site sur le périmètre Jean-Violette.» Ce plan de site, dans le projet qui vous est soumis aujourd'hui au vote, on n'en parle plus. Pourtant, on vous dit quand même qu'il s'agit de protéger ces immeubles. Il y a là une incohérence. Le Conseil municipal a demandé au Conseil administratif de lui prouver que ces immeubles devaient être protégés et de lui présenter un plan de site. Ce plan de site n'a pas été obtenu; peut-être n'a-t-il même pas été demandé tant il n'est pas contestable que ces immeubles, mériteraient-ils d'être protégés, ne peuvent malheureusement pas l'être. C'est effectivement parce que ces immeubles ne peuvent pas être protégés qu'il y a lieu de déterminer quelle est la nature de l'intervention adéquate sur ce site, ce d'autant plus que notre intervention dans ce périmètre de la rue Jean-Violette aura nécessairement une conséquence sur l'autre partie du périmètre, à savoir la place Saint-François. Aujourd'hui, on vous dit d'abroger le PLQ du périmètre sud de la rue Jean-Violette, mais réfléchissons: qu'est-ce que cela nous apporte? Cela ne nous apporte en tout cas aucune garantie en ce qui concerne le périmètre nord. Les promesses qui nous sont faites de la réalisation d'un espace de verdure, de cheminements piétonniers, de transitions, de gauche ou de droite, ne sont aujourd'hui que des promesses électorales, et nous savons mieux encore que les téléspectateurs qui nous regardent ce que valent les promesses électorales. Cela ne justifie aucun espoir.

En ce qui concerne la perspective de la protection du périmètre sud, est-ce que l'abolition du PLQ est de nature à protéger les immeubles existants? Il n'y a aucun lien! Je ne dis pas que l'abolition du PLQ va permettre la démolition des immeubles, ni que son maintien va en permettre la rénovation! Il n'y a simplement aucun lien! Chacun s'accorde à dire qu'il faut travailler avec ce PLQ pour essayer de faire quelque chose d'acceptable, mais en tout cas, en l'abrogeant, on n'apporte rien au quartier. Tout au plus, comme l'a relevé M. Ducret, retombe-t-

on dans le domaine de l'application de la loi en matière de zones ordinaires. A partir de là, qu'est-ce que je peux bien espérer du vote ce soir, à part, comme l'a dit M. Zaugg en entrée des débats, un vote droite-gauche? Mais qu'est-ce que l'on veut faire d'un vote droite-gauche, par rapport à un sujet aussi concret que le sort de ces bâtisses?

M. Ferrazino vous dira que, à l'opposé des libéraux qui veulent tout raser, lui veut les conserver. Eh bien je vous dis: «N'abrogez pas le PLQ et conservez-les; il n'y a pas d'antagonisme de ce point de vue là.» Si vous voulez conserver les immeubles, il s'agit de convaincre les propriétaires de faire les travaux nécessaires et, à ce titre, probablement, de leur voter séance tenante une solide subvention pour leur permettre de réaliser ces travaux. Mais comprenez bien que, quand vous nous tenez un discours comme celui que M. Ferrazino nous tiendra tout à l'heure, selon lequel les obscurantistes libéraux voudraient raser les squats de la rue Jean-Violette, eh bien ce n'est ni vrai ni faux! Cela n'a pas de rapport! L'objet qui nous est proposé en votation maintenant ne concerne pas le fait de raser ou de restaurer les squats. Si vous voulez restaurer les squats, eh bien faites une proposition concrète; votez une subvention à l'intention de chacun des propriétaires, dont le montant total s'élèverait probablement à une vingtaine de millions de francs, d'une part pour leur permettre de rénover les bâtiments et d'autre part pour garantir aux locataires actuels un loyer compatible avec la votation du 26 septembre sur la modification de la loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation. Voilà! Ce n'est pas plus compliqué que cela.

Je ne veux pas faire plus long, parce que je ne doute pas que j'ai abusé de mon temps de parole et je crois avoir été raisonnablement compris, comme un libéral peut l'être au sein de ce Conseil municipal. (*Rires.*) Je vous invite en conséquence à réévaluer votre prise de position et à vous rendre compte que, dans le cas présent, un prétendu vote droite-gauche est le vote le plus parfaitement obscurantiste qui soit. Si vous voulez conserver ces immeubles, eh bien vous ne me convaincrez pas qu'abroger le PLQ soit la manière adéquate d'y parvenir. A mon avis, c'est bien le contraire, tant le régime de la zone ordinaire sera en fait favorable aux propriétaires qui, obscurantistes à l'instar des libéraux, choisiraient par hypothèse de les laisser s'écrouler avant de les raser pour de bon et de finir la construction de la barre qui vous déplaît tant.

M^{me} Monique Guignard (AdG/TP). L'Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes), notre groupe, vous encourage à ne pas voter les conclusions du rapport de majorité, mais à voter celles du rapport de minorité, qui correspondent davantage à nos désirs d'aménagement actuels. En effet, ce projet nous permettra de débloquer la situation dans le périmètre de ce quartier et d'aboutir à un projet concret.

Proposition: plan localisé de quartier à la rue Jean-Violette

M. Robert Pattaroni (DC). Madame la présidente, nous pouvons dire aux libéraux qu'ils ont été entendus; j'espère donc que cela rassurera au moins M. Froidevaux.

Je voudrais apporter quelques éléments dans la discussion, allant même un peu au-delà du projet. Premièrement, je ne peux que répéter – parce que cela a été dit tout à l'heure avant la pause – que nous, les démocrates-chrétiens, à part une exception probablement, avons considéré cette fois, comme nous l'avions dit à M^{me} Burnand il y a quelques années et comme M. Froidevaux vient lui aussi de le dire, qu'il vaut mieux avoir un plan d'ensemble pour prendre une telle décision. Genève a connu, des années durant, pour ne pas dire des décennies, des situations où l'on avait effectivement abrogé quelque chose et où ensuite il ne se passait plus rien. Alors on aimerait que le nouveau Conseil administratif, fort de ses résolutions, de ses convictions, nous présente un projet complet.

En tout cas, dans nos rangs, personne ne souhaite un prolongement des fameuses barres. Nous voulons que le quartier soit aménagé de façon à correspondre aux souhaits actuels de la population, tout en veillant à offrir des logements à des prix abordables.

Je souhaite approfondir certains arguments donnés par un des représentants de la profession de la construction. Il y a en effet quelques fausses idées qui courent et qu'il faut absolument abandonner.

Premièrement, il faut rappeler – je le fais souvent, mais comme on a commencé une nouvelle législature, je le répète – que si l'on veut un peu comprendre les réactions de la population par rapport aux problèmes d'aménagement à Genève, on ne peut ignorer une certaine situation physique. Nous avons, et de loin, la plus forte densité de population de toutes les villes de Suisse; notre commune est aussi la plus peuplée du canton, mais restons en ville. Les historiens de l'art ou les architectes diront évidemment qu'il s'agit d'un contexte, d'un passé, mais le problème n'est pas là! C'est presque un problème de sciences naturelles: quand il y a une certaine densité de population dans un espace, il en résulte un comportement qui n'est pas forcément identique à celui d'une population moins nombreuse dans ce même espace. Cela, il faut le savoir. Ceux qui travaillent dans l'immobilier, dans la mesure où ils veulent faire du marketing intelligent, doivent le comprendre. Plus d'une fois, dans des projets X, Y ou Z, que ce soit Vermont, Contamines ou le Mervelet, et on pourrait en citer encore une dizaine d'autres, il a aussi fallu tenir compte de la réaction de la population, qui considère que la densité est telle qu'un développement immobilier est inacceptable. C'est une réalité.

Deuxièmement, il faut savoir – et là je sais que je peux être irritant – que, si l'on veut vraiment continuer à développer la construction à Genève, il va falloir le faire dans les zones agricoles notamment. Cela ne plaît pas à mon parti, mais c'est là un point de vue d'aménageur qui est exprimé: il va falloir prendre des options!

Ce n'est pas en ville que l'on va résoudre le problème, mais, si l'on est déterminés, pour des raisons diverses que je ne développerai pas, à poursuivre un urbanisme harmonieux, notamment pour offrir des logements à bon marché mais qui correspondent quand même aux besoins honorables de la population, il va falloir construire là où l'on n'a pas voulu le faire jusqu'à présent. C'est un choix à faire; on peut en discuter, mais c'est comme cela.

Et puis le troisième point qu'il ne faut pas oublier, c'est que la population, ici comme ailleurs, probablement en raison de l'évolution sociale rapide, a besoin, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, de points d'ancrage. On aurait volontiers démolì, parce que cela paraissait raisonnable, à une époque économiquement plus favorable. Aujourd'hui, ce problème est souvent considéré dans une perspective moins rationnelle, peut-être plus mélancolique, mais qui correspond au besoin de points de repères de la population, qui souhaite conserver des constructions rappelant un certain passé, quelque chose que l'on n'a pas envie de voir disparaître. Je n'habite pas dans le quartier, mais il se trouve que j'y ai de la famille; des personnes qui n'ont pas du tout une vision politique partisane constatent par exemple qu'à la rue de Carouge, où il y a eu beaucoup de travaux, beaucoup de nouveaux immeubles ont un peu rompu cette harmonie qui plaisait. C'est discutable, c'est subjectif, mais c'est comme cela.

On peut prendre l'exemple de Saint-Gervais, où, souvenez-vous, il y a une dizaine d'années on aurait volontiers dit qu'on allait démolir tous les immeubles, notamment à la rue des Etuves, puis aujourd'hui on a compris que cela allait évidemment coûter cher mais que l'on va sans doute garder ces immeubles; tous les partis l'ont dit. Eh bien là, dans ce quartier, il est probable que la solution la plus raisonnable soit de garder le plus grand nombre de constructions du périmètre – autant que faire se pourra bien entendu, parce que ce n'est pas sûr qu'on pourra tous les garder. C'est cela notre point de vue, dirons-nous. Mais, pour être sûrs de réussir l'opération, il ne faut pas la fractionner. Nous l'avions dit à M^{me} Burnand, et elle a bien dû, à l'époque, nous présenter un projet d'ensemble. Il faut que l'on sache exactement ce que la municipalité veut et qu'elle donne elle-même l'exemple, le cas échéant, en décidant s'il faut rénover ou non des immeubles anciens. Moi, je pense qu'on ne pourra pas rénover certains immeubles de la Ville, mais, si on doit les reconstruire, on peut quand même le faire dans un style qui corresponde à l'ambiance du quartier.

Je pense que ce sont là des points à prendre en considération; ceux qui ont évidemment le sentiment de défendre le point de vue de l'économie immobilière doivent être prudents, parce qu'un aménagement qui ne rencontre pas une approbation largement partagée, eh bien, c'est un aménagement qui ne passe pas, tout simplement. Les gens ne peuvent pas s'opposer à des projets privés, mais ils peuvent s'opposer à des projets publics.

M. François Sottas, rapporteur de minorité (AdG/TP). Ce qui est agréable quand on est rapporteur, c'est que l'on peut intervenir à plusieurs reprises, et en particulier quand on entend certaines choses que l'on ne peut quand même pas laisser passer, Monsieur Froidevaux. Vous savez très bien, parce que cela fait assez longtemps que vous êtes à la commission de l'aménagement, que le PLQ de 1967 est en force et qu'il a empoisonné pas mal de nos discussions et de nos études sur les différents projets soumis à la commission dans les précédentes législatures. On nous a souvent menacés de réaliser les constructions prévues par le PLQ du jour au lendemain si l'on n'acceptait pas les propositions que l'on nous faisait à l'époque. Donc, dire que le maintien de ce PLQ permettra de garder la situation actuelle inchangée, c'est faux! Il ne faut pas affirmer cela. A la rigueur, c'est presque un mensonge; je m'excuse d'employer ce terme, mais c'est presque un mensonge et je pense que vous êtes très conscient de ce que vous dites, Monsieur Froidevaux; je ne trouve pas cela très normal. Si on garde ce PLQ, on n'est pas à l'abri du fait que, dans peu de temps... On a eu le même gabarit que le début depuis la rue de Carouge, jusqu'à la hauteur de la rue des Voisins donc, qui se construit, jusqu'à la rue Prévost-Martin. Et avec la suppression de l'annexe de l'IES. On ne peut donc pas garder ce PLQ, parce qu'il est en force.

La présidente. Avant de passer la parole à M. Deneys, j'aimerais rappeler que les rapporteurs ont la priorité sur tous les autres intervenants. Référez-vous à l'article 87, alinéa 2.

M. Roger Deneys (S). J'aimerais juste répondre à quelques affirmations des libéraux, quand ils disent que l'abrogation de ce PLQ n'est en fait pas nécessaire car celui-ci permet quand même la réalisation d'immeubles de plus petit gabarit. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le PLQ actuel permet la réalisation d'immeubles de sept étages en tout cas, ce qui représente un fantasme idéal pour n'importe quel promoteur rêvant de revenus corrects. Evidemment, on ne peut pas construire n'importe où des immeubles de sept étages au minimum.

Il est vrai que la proposition de cette abrogation a le mérite de clarifier les choses; cela comporte au moins un avantage que vous devriez reconnaître: c'est que vous clarifiez en tout cas la situation dans vos propres milieux et que vous arrêtez de leur faire croire que l'on va pouvoir construire sept étages à la rue Jean-Violette, car cela n'est plus possible. Comme l'a dit M. Pattaroni, les habitants de la ville refusent ce genre de projets. Vous leur faites donc croire à quelque chose qui ne va pas se réaliser.

En l'occurrence, le point de départ si l'on veut avancer, c'est d'abord de supprimer ce PLQ qui correspond à une vision de l'aménagement dépassée pour pro-

poser quelque chose à la place. A titre personnel, je n'ai pas d'avis définitif quant à la conservation ou à la démolition des immeubles; M. Ferrazino a tenu des propos à ce sujet en commission qui figurent dans le rapport de majorité mais qui ne reflètent pas forcément la position de tous les membres de l'Alternative. La position, de ce côté-là, n'est pas encore définitive.

D'autre part, ce qu'il y a de bizarre dans ce genre de débat, c'est que vous dites que, quand un immeuble rapporte 2%, ce n'est pas suffisant et que le propriétaire fait un sacrifice. Moi, je vous dirai qu'il a peut-être déjà de la chance de gagner 2%, parce que ce n'est probablement pas toujours le cas pour tout le monde et chaque année. En l'occurrence, c'est bien ce genre d'argument économique qui fait de ce débat un débat gauche-droite. Selon un certain point de vue, il est normal que nous ayons une vision socio-économique différente et, pour notre part, c'est pour cela que nous estimons qu'il n'est pas forcément nécessaire de viser des rendements spéculatifs au centre-ville.

M. Roberto Brogini (Ve). Ce PLQ date de 1967. Vous savez qu'en 1967, à Genève, on en était encore au «tout à l'automobile». Les intentions ont changé, et cela a été clairement exprimé, notamment par les dernières élections; je crois que l'on doit pouvoir tenir compte de cela.

M. Mark Muller, rapporteur de majorité, dit en page 2 de son rapport que ces immeubles sont partiellement squattés, alors que M. Froidevaux, du même parti, dit qu'ils sont totalement squattés; il y a déjà contradiction dans les propos tenus par les libéraux. S'il y a des squats, ils doivent être au bénéfice de contrats de prêt à usage et vous savez très bien que le peuple genevois a voté pour la modification de la Constitution genevoise sur la réquisition des appartements volontairement laissés vides à des fins spéculatives. Je rappellerai aux libéraux que la brigade des squats se trouve à la rue de Carouge, juste en dessous, et que celle-ci a les meilleurs contacts avec les habitants et les occupants de ces immeubles. Je m'en suis informé pas plus tard que l'autre jour et je peux vous le garantir.

Concernant ce PLQ, nous avons fait référence au quartier de Saint-Gervais. Effectivement, les immeubles de la Ville de Genève se trouvant à la rue des Etuves devaient être démolis pour permettre le passage de l'autoroute qui devait relier Lausanne à la France en passant par le centre-ville. Cela n'a pas été réalisé. Le PLQ englobant la rue Jean-Violette – qui se dénommait autrefois rue de la Violette – devait relier cette rue à l'entrée des urgences de l'Hôpital cantonal universitaire. Ce projet n'existe plus; ce PLQ n'a donc plus de raison d'être.

Par ailleurs, j'en profite pour rappeler une histoire: à l'angle de cette rue se trouve la rue Prévost-Martin, qui auparavant s'appelait chemin des Grands-Philosophes et qui reliait la rue des Sources et la place des Philosophes à Carouge,

laquelle était notre ancienne rue de Carouge; mais cela, c'est un pan d'histoire que certains d'entre nous ignorent et que je me plais à vous raconter. Ce pâté d'immeubles a donc une histoire, on ne peut pas l'ignorer, il y a une cour interne; je crois que l'on doit en tenir compte.

Plainpalais, de *plana palus*, de même que Saint-Gervais sont des quartiers qui, comme je l'ai entendu dire tout à l'heure, ne doivent pas seulement être des zones de tourisme! Ce sont aussi des zones d'habitat, de vécu; il y a des habitants qui y vivent. L'abrogation de ce PLQ ne pourra que lancer la réflexion pour l'espace de verdure du petit square Saint-François qui se trouve juste vis-à-vis. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, au nom des Verts, je vous encourage à accepter les conclusions du rapport de minorité.

La présidente. J'aimerais dire que M^{me} Künzler sera la vingt-deuxième intervenante. Si je pouvais vous demander à chacun d'essayer d'être le plus concis possible, pour que nous puissions encore traiter un ou deux autres points ce soir... Merci.

M^{me} Michèle Künzler (Ve). Merci, Madame la présidente, je n'ai pas l'habitude de parler longtemps. Je me demande simplement pourquoi le rapporteur de majorité – et je lui pose la question – s'acharne à nous prouver qu'il faut absolument préserver ce PLQ, puisque, de toute façon, il prétend dans le même souffle que cela ne changera rien. Non, évidemment, cela a une importance, parce que l'abrogation du PLQ ne protégera pas automatiquement les immeubles, nous l'avons dit clairement. Cela peut, simplement, ouvrir un autre projet. Cette abrogation a bien sûr aussi une incidence sur le périmètre nord, c'est évident. Si on maintient les gabarits actuels sur le périmètre sud, les immeubles du périmètre nord, forcément, ne pourront pas être aussi élevés que si on n'abroge pas le PLQ. C'est évident. Il y a tout un lien qui est donné dans ce périmètre, et nous soutenons aussi qu'il faut avoir une vision d'ensemble; mais, pour cela, il faut abroger ce PLQ.

M^{me} Isabel Nerny (AdG/SI). Je m'exprime suite à une remarque, faite par un intervenant avant la pause dînatoire, qui relève que la population commence à défendre ses logements, ce qui représente un frein évident au bétonnage de cages à lapins; c'est encore heureux, et j'espère que les habitants continueront et iront plus loin, car c'est une prise de conscience.

Maintenant, on ose nous reprocher la préservation des zones de villas. Celles-ci représentent un dernier poumon de verdure dans des quartiers complètement

étouffés, par exemple le triangle des rues Soubeyran et Rod. On nous reproche aussi la protection des arbres, c'est tout de même un comble! Combien d'arbres centenaires ou mult centenaires et d'essences rares ont été supprimés sans aucun scrupule pour les intérêts des promoteurs, qui nous ont érigé des cubes et usines d'habitation? On reproche à l'Enfer Vert d'avoir fait signer une pétition à des gens n'habitant pas le quartier. Quel est l'article de loi qui interdit à des citoyens de soutenir des causes qui leur semblent bonnes, geste d'autant plus généreux qu'ils ne sont pas concernés? J'ai connu le coin Jean-Violette alors qu'à 15 ans, en 1947, je travaillais à la petite épicerie de Prévost-Martin, face à l'Enfer Vert. Ce coin était idyllique et charmant. Petites barrières entourant les maisons, jardins ornés de fleurs et de lilas odorants dont personne n'a plus le souvenir aujourd'hui.

Quelques groupements politiques reprochent avec une certaine hargne aux associations de défense du patrimoine de notre cité d'empêcher les démolitions et reconstructions si souvent hideuses. Quand on voit que l'unité architecturale de notre ville est complètement dénaturée par des immeubles d'un goût douteux, on a peur. Et à ceux qui prétendent que les vieux immeubles sont vétustes et ne tiendraient pas debout en cas de rénovation, je pose la question: qui, systématiquement, dans notre cité, laisse croupir les derniers vestiges de quartiers qui avaient leur charme? On a assisté durant des années, par le passé, à la lutte acharnée de certains politiciens qui voulaient absolument détruire le quartier des Grottes dans sa totalité. Si on avait laissé faire, où en serait-on? Nom d'une pipe, laissez-nous défendre ce qui fait le charme de certains coins de notre cité, derniers souvenirs d'une vie plus conviviale!

M. Mark Muller, rapporteur de majorité (L). M^{me} Künzler m'a posé une question, je vais donc y répondre et j'en profiterai pour revenir sur certains points – très brièvement, rassurez-vous. Vous m'avez demandé, Madame Künzler, pourquoi il faut préserver ce PLQ – vous voyez, nous aussi, on veut préserver certaines choses en ville – si cela ne change rien. Je m'explique très volontiers: votre volonté, c'est de parvenir à rénover ces immeubles; le maintien ou l'abrogation du PLQ ne change rien à votre projet. Notre volonté, ce n'est pas de parvenir à rénover ces immeubles, et c'est là où nous divergeons; ce que nous souhaitons, c'est assainir ce quartier et permettre la réalisation de nouveaux logements. C'est à ce niveau-là que l'issue de ce débat est importante. Si on maintient le PLQ, on pourra construire des nouveaux logements; si on l'abroge, cela rendra la réalisation de ce projet beaucoup plus difficile. Voilà.

Deux mots au sujet de la densité: effectivement, la ville de Genève est une ville extrêmement dense, probablement la plus dense de Suisse. Deux remarques à ce propos: nous vivons depuis 1989 sous l'empire d'un plan directeur cantonal

qu'on appelle également «plan Grobet»; le leitmotiv de ce plan est «construire la ville en ville». Nous sommes soumis à ce plan; nous devons en respecter les principes et donc persévérer dans la voie d'une densification de la ville, si l'on veut augmenter le nombre de logements et permettre à l'urbanisation de la ville de suivre l'évolution de la démographie. Premier point.

D'autre part, je crois qu'il faut reconnaître que certains des quartiers de Genève qui ont le plus de charme sont les quartiers les plus denses. Je pense aux Eaux-Vives, aux Pâquis, à Saint-Gervais; ce sont des quartiers extrêmement denses, et c'est probablement ce qui en fait le charme, parce que la population est diversifiée, il y a des commerces, il y a de la vie. Je crois que tout le monde ici est très attaché à cette vie de quartier.

Vous avez relevé une contradiction entre mon rapport et certains propos de mon collègue M. Froidevaux; moi, je prétends que ces immeubles sont partiellement squattés, M. Froidevaux estime qu'ils sont complètement squattés. Le fait est qu'il y a des locaux vides. Alors ceux-là sont-ils squattés, ne sont-ils pas squattés? Ils sont vides! Je crois donc que l'on peut dire qu'ils sont partiellement squattés. Pour l'instant, à titre transitoire, ils sont vides.

Maintenant, on nous reproche – mais c'est un mauvais procès que l'on nous fait là – de critiquer le fait que l'on puisse protéger les zones de villas, des arbres, un patrimoine. Ce n'était pas là mon propos. Je voudrais simplement clarifier mes termes. Il est parfaitement respectable de protéger des zones de villas, ou des arbres, ou d'autres éléments qui constituent notre ville; ce qui est très gênant, c'est que l'on cumule ces intentions de protection, que l'on veut tout protéger, et donc que l'on bloque tout! Il faut faire des choix. Si l'on veut construire de nouveaux logements pour notre population qui croît, il faut les mettre quelque part. Alors où est-ce que vous voulez mettre ces nouveaux logements? En zone agricole, en zone de villas, en ville? Il faut faire des choix; il faut faire des sacrifices.

La présidente. Nous sommes saisis d'une motion d'ordre. Je passe la parole à M. Zaugg.

M. Christian Zaugg (AdG/SI), *faisant une motion d'ordre.* Cette motion d'ordre vise tout simplement à voter maintenant, parce que, véritablement, on a tout entendu et tous les arguments ont été développés. Les débats en commission ont été fournis, ils l'ont été à nouveau en plénum et les positions sont arrêtées. Dès lors, tout a été dit et il faut maintenant passer au vote!

La présidente. L'article 57 du règlement du Conseil municipal concernant la motion d'ordre indique que chaque parti a deux minutes pour se prononcer sur la motion d'ordre.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Pour s'exprimer sur la motion d'ordre, deux minutes ne sont pas nécessaires, je l'ai toujours dit, et en particulier quand j'étais chef de groupe: les motions d'ordre sont les démarches les plus particulièrement antidémocratiques qu'il puisse exister, puisque cela consiste à dire «taisez-vous». Or, nous sommes dans un parlement pour parler, et je n'arrive simplement pas à comprendre que l'on puisse avoir l'idée de la motion d'ordre. Cela dit, si effectivement le débat n'intéresse pas certains, les buvettes sont faites pour cela. Ce débat devenait au contraire particulièrement intéressant, parce que, pour la première fois depuis le début de cette législature, nous nous interpellons mutuellement, et non seulement nous nous posons des questions, mais nous nous répondons. C'est la première fois. Cela dérange, comme par hasard, un représentant de l'Alliance de gauche. Cela ne m'étonne pas, c'est le seul que cela dérange, et c'est la raison pour laquelle je ne m'exprimerai en l'état que sur la motion d'ordre. Ce faisant, je me réserverai éventuellement l'occasion d'intervenir pour conclure ce débat.

Je trouve que cette motion d'ordre est d'autant plus inadéquate que, si son auteur avait suivi le débat, il se serait rendu compte de lui-même que nous étions sur le point de le conclure et qu'il durerait encore quelques minutes, peut-être, pour permettre à l'un ou l'autre d'entre nous de s'exprimer. Mais maintenant, voilà, nous sommes sept groupes, nous avons chacun droit à deux minutes, nous les exploiterons, et c'est donc vers 21 h 30 que nous allons voter après nous être exprimés sur l'opportunité de voter. Convenez, Madame la présidente, que cette motion d'ordre est inadéquate, et je m'étonne qu'elle puisse émaner d'un ancien président du Conseil municipal.

M. François Sottas, rapporteur de minorité (AdG/TP). J'interviendrai juste, effectivement, sur la motion d'ordre, parce que je ne partage pas tout à fait l'avis de M. Froidevaux. Je crois qu'à un moment donné il faut pouvoir conclure le débat; cependant, il me semble que ce débat a été conclu un peu vite, au vu de la tournure qu'il était en train de prendre.

Cependant, c'était un autre débat que l'on était en train d'entamer, à propos de ce qui s'est passé en commission, et, là, on arrivait vraiment à un débat politique. M. Mark Muller disait qu'il n'y avait pas assez de logements actuellement, que l'on atteignait une pénurie de logements. C'est là un point de vue relatif à la poli-

tique libérale que vous prônez depuis quelques années; vous voulez 150 000 habitants de plus dans ce canton! Pourquoi accueillir 150 000 habitants de plus dans ce canton quand on n'a pas de travail pour tout le monde? Il y a là un problème politique. On n'a pas vraiment pu en débattre encore, mais je crois qu'on en a assez dit, et on aura d'autres occasions pour en reparler. Notre groupe est favorable à la motion d'ordre et souhaite que l'on arrête le débat et que l'on vote.

Mise aux voix par assis/debout, la motion d'ordre de M. Zaugg est acceptée par 30 oui contre 26 non (7 abstentions).

La présidente. Chaque groupe a le droit de s'exprimer deux minutes. Je crois que chaque groupe s'est déjà exprimé sur le sujet; il reste donc deux minutes à chaque groupe ainsi qu'au Conseil administratif.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Les deux minutes par parti, c'est pour savoir si on est d'accord avec la motion d'ordre ou pas! On a décidé qu'on acceptait la motion d'ordre, c'est-à-dire que l'on clôt la discussion et que vous passez au vote définitif.

La présidente. Excusez-moi, Monsieur Perler, l'alinéa 3 de l'article 57 dit clairement ceci: «En cas d'acceptation, chaque groupe peut encore s'exprimer sur le fond en dix minutes au maximum par un seul de ses représentants et en deux minutes seulement si le groupe s'était déjà exprimé à ce sujet avant que le président ne passe au vote de l'objet en cours.» Je crois que c'est tout à fait clair!

M. Jean-Pascal Perler. Très bien, j'ai deux minutes, mais cela fera trente secondes. Les Verts voteront la conclusion du rapport de minorité.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Moi, j'en reste à la discussion qui a été entreprise; j'ai deux minutes pour répondre encore à quelques questions. Madame la présidente, je suis encore un citoyen libre, et je m'exprime librement.

Quant à savoir si je suis un menteur ou un demi-menteur en ce que j'affirme que l'abrogation du PLQ ne protège pas les immeubles et que le régime de zone n'est pas favorable, je réponds en particulier à M. Deneys, qui a dit que, grâce à l'abrogation du PLQ, on ne pourra plus construire un immeuble de sept étages.

Eh bien, effectivement, je vous tranquillise: suite à l'abrogation du PLQ, on pourra construire un immeuble de sept étages avec en plus les superstructures, puisque le régime de zone prévoit un immeuble de 21 m à la corniche. Il est donc possible de construire sept étages avec les superstructures. C'est donc bien huit étages qui seront réalisés suite à l'abrogation du PLQ.

S'agissant du taux de 2% auquel a été sensible un représentant du Parti des Verts, je tiens à dire que 2% peuvent paraître un rendement finalement raisonnablement acceptable, mais c'est faire fi du fait que les travaux doivent être financés par des fonds étrangers et que c'est bien les banques qui réclameront un certain taux d'au moins 5%, de sorte qu'il est parfaitement impensable de réaliser ces travaux sinon exclusivement sur fonds propres, et, en l'espèce, les propriétaires qui sont ici aimeraient bien être un mécène comme le précédent propriétaire dont ce Conseil a eu l'occasion de se saisir, mais, là, tel n'est pas le cas.

C'est la raison pour laquelle le bon sens ne peut que vous amener à voter les conclusions du rapport de majorité.

La présidente. Il vous reste dix secondes.

M. Jean-Marc Froidevaux. Dix secondes, Madame la présidente, pour vous dire que le groupe libéral se réserve le droit de répondre à M. Ferrazino après son intervention.

M. Gérard Deshusses (S). Le groupe socialiste tient à rappeler que les débats ont déjà eu lieu en commission et qu'il est bien inutile d'avoir d'aussi longues discussions en plénum, celles-ci nous prenant du temps et étant particulièrement onéreuses. Quant à nous, nous persistons à voter non au projet d'arrêté amendé par la majorité de la commission de l'aménagement et de l'environnement.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Merci, Madame la présidente, de me donner la parole. (*Remarque de M. Mark Muller.*) Monsieur Muller, j'ai le droit... (*M. Mark Muller demande la parole.*)

La présidente. Monsieur Muller, je vous en prie, c'est la présidente qui dirige les débats. J'ai donné la parole à M. Ferrazino.

Proposition: plan localisé de quartier à la rue Jean-Violette

M. Christian Ferrazino. Vous voudrez bien souffrir d'écouter le point de vue du Conseil administratif, Monsieur Muller, vous qui vous êtes exprimé. D'ailleurs, ce sera l'occasion pour le Conseil administratif de corriger une erreur de votre rapport, que vous avez répétée tout à l'heure dans votre intervention. Vous indiquez en page 4 que l'abrogation du PLQ implique *ipso facto* l'obligation de rénover; cela est faux. Vous l'avez écrit en page 4, relisez-vous! Vous l'avez écrit!

Je crois qu'il y a un point sur lequel tous les intervenants se sont accordés ce soir; en effet, une chose que personne ne veut, c'est le prolongement de cette longue barre dans la rue Jean-Violette. J'ai écouté avec intérêt les différentes interventions – il est vrai de manière différenciée selon celle dont il s'agissait – et j'ai pu constater que tous les intervenants s'accordaient à reconnaître qu'il convenait de mettre un terme à une conception passiviste de l'urbanisation remontant, effectivement, aux années soixante et ne répondant plus aux options actuelles en matière d'aménagement du territoire. Eh bien, ce point commun qui rassemble tout le monde peut se traduire d'une manière très simple, précisément par l'abrogation du PLQ qui, s'il est maintenu, implique que l'on prolonge cette barre de logements, ce que personne ne souhaite.

Le Conseil administratif, après que le Conseil d'Etat a saisi la Ville de ce projet, a déploré que l'on nous demande d'abroger un plan d'affectation du sol sans pour autant nous proposer une image de ce qui devrait être construit. Monsieur Pattaroni, je regrette comme vous que l'Etat n'ait pas pris cette initiative. La Ville a donc suggéré un certain nombre de pistes. Ce sont des pistes de réflexion.

Parmi celles-ci, nous avons évoqué la possibilité de rénover le bâti existant. Nous souhaiterions, effectivement, que l'église, l'Institut d'études sociales, son annexe et les bâtiments qui lui font face soient conservés. Certains nous rétorquent que cela coûte très cher. Il est vrai que c'est un argument qui est souvent évoqué, et je me rappelle le débat qui a caractérisé le problème du quartier des Grottes, notamment lorsque l'on parlait de l'immeuble du 15 bis de la rue des Gares. Tout le monde disait que ce n'était pas possible de rénover cet immeuble et qu'il fallait le démolir. Si on avait écouté ces discours, cet immeuble serait aujourd'hui démolit. Or, il a pu être rénové à l'initiative de son propriétaire, un propriétaire privé qui a joué le jeu; il a opté pour une rénovation à moindre coût qui a permis de sauver cet immeuble en pierre.

A la rue Jean-Violette, nous avons aussi affaire à des immeubles de pierre. Il n'y a pas besoin d'être grand spécialiste pour savoir que la rénovation d'un immeuble de pierre coûte beaucoup plus cher que celle d'un immeuble moderne en béton. Cependant, un immeuble de pierre dure beaucoup plus longtemps. On ne peut pas comparer le coût d'une rénovation d'un immeuble en pierre de taille

avec la rénovation d'un immeuble en béton, sachant que le premier pourra durer beaucoup plus longtemps, et que, par conséquent, l'amortissement s'effectuera sur une période beaucoup plus longue.

Je serai bref; je n'abuserai pas du temps de parole que vous m'avez si gentiment octroyé, mais j'aimerais quand même attirer votre attention sur un point: le rapporteur de majorité nous a indiqué tout à l'heure que le propriétaire de l'immeuble qui fait l'angle avec la rue Prévost-Martin avait conclu une convention, qui est, en réalité, une promesse de vente, avec le propriétaire de l'Enfer Vert, précisément pour rénover cet immeuble. Il faut en tirer la conclusion.

Si cet immeuble est rénové, selon l'intention du propriétaire qui a conclu une promesse de vente, les trois immeubles d'à côté ne pourront pas être démolis. Ce serait vraiment une erreur urbanistique totale que personne, je pense, n'oserait défendre dans cette enceinte. Par conséquent, le choix même du propriétaire, qui souhaite rénover son immeuble, implique la rénovation de ceux d'à côté, car soit on rénove tout, soit on démolit tout. Pour ma part, je n'ai pas consulté les comptes du propriétaire qui avait rénové un autre immeuble pour voir comment il s'en sortait financièrement, mais j'ai reçu le représentant des propriétaires des trois immeubles concernés, à sa demande d'ailleurs, car il souhaitait savoir quel était le point de vue de la Ville de Genève et si nous souhaitions à tout prix éviter une démolition suivie d'une reconstruction. Je lui ai dit que nous souhaitions avant tout éviter le prolongement de cette barre. C'est précisément ce que vous avez mis en évidence. Les propriétaires sont eux-mêmes convaincus qu'ils n'arriveront jamais à faire passer un tel projet, si tant est qu'ils le souhaitent, ce qui n'est nullement certain. Par conséquent, ce qu'ils ne veulent pas, c'est qu'on leur impose une solution plutôt qu'une autre.

Pendant, le débat reste ouvert, nous sommes prêts à y participer, mais aujourd'hui il est parfaitement logique qu'on écarte la solution du prolongement de cette barre de logement, dont personne ne veut. Pour y parvenir, il n'y a qu'une chose à faire, c'est d'abolir ce PLQ.

Certains ont regretté que les initiatives du Canton soient peut-être moins précises que celles de la Ville. Pour notre part, nous vous avons entendus; nous serons dès lors plus prompts à saisir le Conseil municipal d'un certain nombre de propositions en utilisant le droit d'initiative de la Ville et nous nous efforçons de vous présenter les projets les plus complets qui soient. Ce projet-là, je vous le rappelle, vient de l'Etat; nous souhaitons simplement qu'il soit préavisé favorablement afin de nous permettre de continuer l'aménagement de ce quartier. Je terminerai en rendant hommage aux habitants de ce quartier qui se sont mobilisés pendant des années et dont la lutte régulière et acharnée a permis que ce quartier ne soit davantage défavorisé.

Deuxième débat

La présidente. Je fais voter l'article unique de l'arrêté amendé par la majorité de la commission.

Mis aux voix, l'article unique de l'arrêté amendé est refusé par 38 non contre 28 oui (1 abstention).

La présidente. Nous passons maintenant au vote du projet d'arrêté figurant dans le rapport de minorité et qui est celui de la proposition du Conseil administratif.

Mis aux voix, l'article unique de l'arrêté est accepté par 41 oui contre 29 non (1 abstention).

M. Pierre de Freudenreich (L). *A priori*, il n'y a aucune raison de demander un troisième débat sur cet objet, compte tenu du fait que la majorité est tout à fait claire. Toutefois, on peut observer une forme d'inégalité, dans la mesure où une motion d'ordre a été approuvée, qu'à la suite de cela les groupes se sont exprimés et que, en fin de compte, le magistrat M. Ferrazino s'est exprimé en motivant des éléments, s'adressant notamment au rapporteur de majorité alors que ce dernier ne pouvait pas répondre. Cela pose évidemment un problème de procédure. Je crois que la liberté d'expression dans un plénum, avec tout le respect que je vous dois, Madame la présidente, est une chose qu'il faudrait peut-être prendre en compte. Compte tenu de la situation et du fait que tout à l'heure – pour des raisons évidentes, puisque vous respectez le règlement et on vous en remercie – M. Muller n'a pas pu s'exprimer, nous demandons un troisième débat pour que l'on puisse achever cette discussion. (*Brouhaha.*)

Nous proposerons une modification du règlement sous forme d'arrêté, afin que, lorsqu'une motion d'ordre est votée, le Conseil administratif puisse s'exprimer. Ensuite, le débat est clos, on vote; il n'y a plus de discussion.

La présidente. Merci, Monsieur, est-ce que vous êtes suivi par quatre conseillers municipaux au moins pour votre demande d'un troisième débat? (*Plus de quatre conseillers lèvent la main.*) Nous levons la séance cinq minutes et nous entamons le troisième débat.

(La séance est suspendue de 21 h 40 à 21 h 55.)

Troisième débat

La présidente. Nous allons commencer par un appel nominal. Il vous donne droit aux jetons de présence de la nouvelle séance. (*Confusion.*) Nous allons considérer que nous ouvrons une nouvelle séance pour tenir ce troisième débat. L'appel nominal va remplacer la signature sur une liste de présence; ce sera sur la base de cet appel nominal que vous recevrez vos jetons de présence. Je vous prie donc de bien vouloir faire silence et de répondre «présent» à l'appel de votre nom par M. Jean-Charles Rielle.

Étaient présents (72):

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC), M^{me} Nicole Bobillier (S), M. Didier Bonny (DC), M^{me} Marie-Thérèse Bovier (L), M. Roberto Broggin (Ve), M^{me} Sophie Christen (L), M. Alain Comte (AdG/TP), M^{me} Renate Cornu (L), M. Olivier Coste (S), M^{me} Barbara Cramer (L), M^{me} Linda de Coulon (L), M. Pierre de Freudenreich (L), M^{me} Diana de la Rosa (S), M^{me} Diane Demierre (L), M. Roger Deneys (S), M. Gérard Deshusses (S), M. Guy Dossan (R), M. Michel Ducret (R), M. Alain Dupraz (AdG/TP), M^{me} Fatiha Eberle (AdG/SI), M^{me} Alice Ecuivillon (DC), M^{me} Hélène Ecuyer (AdG/TP), M. Alain Fischer (R), M. Jacques François (AdG/SI), M. Jean-Marc Froidevaux (L), M. René Grand (S), M^{me} Monique Guignard (AdG/TP), M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R), M. François Harmann (L), M. François Henry (L), M^{me} Monica Huber Fontaine (Ve), M^{me} Marianne Husser (Ve), M^{me} Vanessa Ischi (Ve), M^{me} Liliane Johner (AdG/TP), M. Guy Jousson (AdG/TP), M. Roman Juon (S), M. André Kaplun (L), M^{me} Virginie Keller Lopez (S), M. Daniel Künzi (AdG/SI), M^{me} Michèle Künzler (Ve), M^{me} Ruth Lanz (AdG/SI), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Bernard Lescaze (R), M. Pierre Losio (Ve), M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI), M. Alain Marquet (Ve), M^{me} Christina Matthey (Ve), M. Pierre Maudet (R), M. Jacques Mino (AdG/SI), M. Souhail Mouhanna (AdG/SI), M. Mark Muller (L), M^{me} Isabel Nerny (AdG/SI), M. Jean-Pierre Oberholzer (L), M. Bernard Paillard (AdG/SI), M. Robert Pattaroni (DC), M. Jean-Pascal Perler (Ve), M. Jean-Luc Persoz (L), M. Georges Queloz (L), M. Pierre Reichenbach (L), M. Jean-Charles Rielle (S), M^{me} Sandrine Salerno (S), M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP), M. Guy Savary (DC), M. Armand Schweingruber (L), M. Damien Sidler (Ve), M. Daniel Sormanni (S), M. François Sottas (AdG/TP), M^{me} Marie-France Spielmann (AdG/TP), M^{me} Marie Vanek (AdG/SI), M^{me} Michèle Wavre-Ducret (R), M. René Winet (R), M. Christian Zaugg (AdG/SI).

Étaient absents (8):

M. Tristan Cerf (AdG/TP), M^{me} Liliane Chabander-Jenny (L), M. Philippe Cottier (DC), M. Jean-Marie Hainaut (L), M. Sami Kanaan (S), M. Guy Mettan (DC), M^{me} Alexandra Rys (DC), M^{me} Evelyn Strubin (AdG/SI).

M. Pierre Losio (Ve). Madame la présidente, je me suis annoncé présent pour pouvoir participer au vote, mais je renonce à mon jeton de présence.

La présidente. J'aimerais vous dire que la justification de la tenue du troisième débat ce soir est due à la loi sur l'extension des voies de communication et l'aménagement des quartiers ou localités, qui dit ceci concernant le préavis communal: «Simultanément à l'ouverture de l'enquête publique, le département transmet à la commune le projet de plan pour qu'il soit porté à l'ordre du jour du Conseil municipal. A l'issue de l'enquête, le département transmet à la commune les observations reçues. L'autorité municipale doit communiquer son préavis dans un délai de quarante-cinq jours, à compter de la réception des observations. Son silence vaut approbation sans réserve.» Et cela est valable également pour les modifications, ce qui est le cas en l'occurrence; le règlement dit: «Le plan fait l'objet d'un réexamen périodique. Sa modification ou son abrogation est soumise à la même procédure.» Il nous paraît tout de même plus normal que ce soit le Conseil municipal qui se prononce, plutôt que le Conseil d'Etat.

M. Mark Muller, rapporteur de majorité (L). Quelques mots tout d'abord, effectivement, sur la procédure inhabituelle. On me reprochera certainement, tout à l'heure, la tenue de ce troisième débat. (*Brouhaha.*) Plutôt que de reprendre la parole à ce moment-là pour vous répondre, je préfère le faire tout de suite. Je vous rappelle que si nous sommes en troisième débat aujourd'hui, et ce soir, à cette heure, c'est parce qu'une motion d'ordre a été déposée, visant à ce que l'on vote immédiatement; qu'ensuite, contrairement au règlement, la parole a été donnée au magistrat, et que la présidente n'a pas souhaité me donner la parole en tant que rapporteur de majorité pour répondre au magistrat. J'avais dit à M^{me} la présidente que, dans ces conditions, je demanderais un troisième débat. Voilà les raisons pour lesquelles nous en sommes là. Je préciserai encore, pour répondre par avance à une autre accusation que l'on ne manquera pas de formuler, que si les choses s'étaient passées normalement nous n'aurions pas demandé le troisième débat. (*Huées.*)

Pour en revenir au débat, qui, me semble-t-il, était constructif et intéressant avant que la motion d'ordre ne soit proposée, je voudrais simplement exprimer le regret que ce débat se soit confiné dans une confrontation classique gauche-droite. Un certain nombre d'arguments ont été développés, qui méritaient mieux que cela. En aparté, quelques-unes des personnes qui siègent en face de moi m'ont dit qu'effectivement la solution de l'abrogation pure et simple du PLQ n'était pas la meilleure. Je regrette qu'ils n'aient pas le courage de s'exprimer pour dire ce qu'ils pensent effectivement et que ce soit un pur vote de discipline de groupe qui l'emporte.

Quant au fond, deux mots sur l'enjeu de ce vote: il ne s'agit évidemment pas de l'immeuble qui fait l'angle entre les rues Jean-Violette et Prévost-Martin, puisque cet immeuble-là, je vous le concède, sera peut-être rénové, selon la volonté de celui qui s'apprête à l'acquérir. Reste à voir s'il pourra mener son projet à bien; je crois qu'il aura probablement quelques problèmes économiques à résoudre. Le problème concerne les autres immeubles; il n'y a pas que celui-là dans le périmètre, il y en a d'autres dont les propriétaires ont annoncé qu'ils n'avaient pas les moyens de les rénover et à qui on ne propose rien pour y parvenir et ainsi réaliser le souhait des autorités cantonales et communales. Si nous pouvions entendre de la part de l'une ou l'autre des autorités une déclaration rassurante sur la possible rénovation de ces immeubles, notre position serait différente, mais, comme l'a dit une représentante du Parti démocrate-chrétien notamment, ce qui est regrettable, c'est que l'on ne propose aucune vision d'avenir; on ne dit pas ce que l'on va faire à la place de ce PLQ et on nous demande tout simplement de rétablir le régime ordinaire de la zone dans ce secteur, alors que l'on cherche par ailleurs un peu partout en ville à réglementer, à adopter des PLQ et des plans de site. Là, paradoxalement, on souhaite abroger un plan de site sans rien prévoir d'autre. C'est pour le moins paradoxal, et cela nous étonne fort.

M. François Sottas, rapporteur de minorité (AdG/TP). Je vais m'exprimer au nom de l'Alternative, puisque j'ai fait mon rapport au nom de l'Alternative. Maintenant tout a été dit, je crois que l'on ne va pas recommencer le débat. S'il y avait des choses à faire, c'était en commission qu'il fallait le faire, le débat a assez duré à présent. On doit conclure et voter en troisième débat, en remerciant les libéraux pour l'obole qu'ils nous ont faite en nous donnant ce jeton de présence, pas très utile, à mon avis, et qui va coûter cher à la population genevoise.

M. Michel Ducret (R). Suite aux déclarations du magistrat, j'aimerais tout de même relever que la LDTR ne fait malheureusement pas la différence entre un immeuble en pierre de taille et un immeuble en béton. C'est d'ailleurs d'autant plus injuste que le type de travail que demande une intervention sur la pierre est bien plus coûteux. A ce propos, il serait fort souhaitable que la Ville de Genève respecte elle-même les règles de la LDTR, ne serait-ce que pour pouvoir bénéficier du bonus à la rénovation qui lui est jusqu'à maintenant systématiquement refusé par le DAEL parce que ces règles ne sont pas respectées. Les règles économiques devraient être les mêmes pour tous. Pour le solde, le groupe radical ne peut que regretter cette abrogation qui ne fait que laisser un vide au lieu de proposer un projet.

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Permettez-moi, Madame la présidente, de vous inviter à transmettre à M. Sottas que le débat en commission, nous l'avons eu, nous l'avons fait, tant et si bien que la majorité de la commission s'est déterminée pour le maintien du PLQ actuel. Il faut croire qu'en commission nous avons su convaincre et que, malheureusement, en séance plénière, le travail se fait plus difficilement. Cette remarque pour vous dire qu'effectivement le travail a été fait en commission. Nous entendons bien défendre le projet qui est contenu dans le rapport de majorité, jusqu'à notre dernier souffle si besoin était.

Nous avons entendu tout à l'heure M. Juon prendre position pour le groupe socialiste d'entrée de cause, et nous avons été un peu étonnés, pour ne pas dire navrés, d'entendre que l'architecte Juon avait apparemment perdu foi dans son métier. Ne vous a-t-il pas dit qu'il ne voulait plus construire? Ne vous a-t-il pas dit qu'en dehors de la conservation de l'existant, et peut-être de l'aménagement de quelques espaces verts, il ne voyait plus comment réconcilier la population de Genève avec les projets d'urbanisme? Eh bien, la réponse, elle a été donnée par M. Zaugg! Qu'a dit M. Zaugg? Il a dit: «Il faut faire à la rue Jean-Violette ce que nous nous sommes battus pour faire dans le quartier des Grottes.» Finalement, je suis prêt à lui donner raison, avec quelques nuances. Le quartier des Grottes a sans doute été beaucoup trop bétonné, et on aurait certainement pu s'éviter de mettre le nant qui traversait la place des Grottes en canalisation, il aurait certainement été plus heureux à ciel ouvert. Cela dit, M. Zaugg, allié naturel de M. Juon, lui a, j'espère, redonné espoir pour bâtir. En effet, pour nous redonner espoir de bâtir, ne craignons pas de nous inspirer du quartier des Grottes, comme nous le suggère M. Zaugg. Il faudra peut-être quand même prévoir des budgets un peu plus limités que les montants colossaux qui ont été engloutis dans ce quartier, pour un résultat urbanistique qui n'est certes pas contestable, en dépit de la surabondance de béton que nous y trouvons.

Il a été possible de réaliser des immeubles modernes qui ne sont pas des barres, dont M. Ferrazino disait que tous ici les contestaient, peut-être avec plus ou moins d'enthousiasme. Il est possible, en effet, de répondre à la fois à des besoins d'urbanisme qui satisfont les habitants et en même temps à des besoins généraux en matière d'habitation tels qu'ils ont été rappelés brillamment par le rapport de majorité et le rapporteur, d'entrée de cause, dans ces débats. Et ce serait véritablement rater une occasion que de ne pas imaginer que ce qui a pu être fait aux Grottes pourrait être fait avec un certain résultat dans le quartier de Jean-Violette, ce d'autant plus que le périmètre en cause est d'une certaine dimension qui permettrait une réalisation raisonnablement harmonieuse, de nature à donner satisfaction aux habitants et adaptée aux contraintes de fermeture de la circulation qui sont voulues par la majorité de ce Conseil, avec la réalisation d'un espace vert devant la place Saint-François.

Le combat que nous menons aujourd'hui ou ce débat relativement stérile où il est question d'abroger ou non un PLQ ne répondent pas à votre vœu d'un projet d'aménagement de ce quartier. Alors, ayez le courage de dire que vous ne voulez ni d'une barre, ni d'une solution qui ne respecte pas l'intérêt des habitants du quartier, des pétitionnaires ici qui veulent des espaces verts, des pétitionnaires là qui veulent la fermeture aux automobiles de la rue Jean-Violette et des personnes que chacun de nous représente et qui sont aussi à la recherche d'un logement. Vous ne pouvez pas trancher dans ce débat sans mettre en balance chacun de ces trois éléments. Il serait alors parfaitement vain de prétendre que vous auriez fait de la politique, subsidiairement que vous auriez pris une décision fondée, sage, dont vous pourriez être fiers dès demain. Là, en l'espèce, vous vous embarquez dans un vote doctrinaire qui n'a pas d'autre vocation que de satisfaire la doctrine, ainsi que l'a rappelé M. Juon.

Urbaniser, comme l'a dit récemment un urbaniste de la Ville de Genève, c'est avant tout répondre aux besoins des utilisateurs de l'*urbs*. En l'espèce, effectivement, que veulent les utilisateurs? Des parcs, une rue Jean-Violette sans voitures, des appartements salubres, c'est-à-dire des appartements avec cuisine, salle de bains et W.-C., parce que, il faut vous le rappeler, les immeubles actuels dont on parle n'ont même pas de W.-C.! A ce titre, répondre aux besoins de l'urbanisme, c'est effectivement redonner courage à l'architecte Juon, lui demander de faire des projets qui ont une certaine qualité et nous mettre d'accord sur un projet d'urbanisme, mais un vrai projet d'urbanisme! On ne peut pas toujours choisir de conserver des bâtiments qui n'aspirent aujourd'hui – si ce n'est pas déjà fait, cela risque d'être fait cette nuit – qu'à tomber sur place! Il s'agit à un moment donné d'avoir le courage d'intervenir. Ce courage n'est pas insensé et nous vous invitons à y souscrire. Ce sont les motifs de ce troisième débat. (*Applaudissements de l'Alternative.*)

La présidente. La parole n'étant plus demandée en troisième débat, je fais voter l'article unique de l'arrêté amendé par la majorité de la commission. Je demande tout de suite un vote par assis/debout.

Mis aux voix par assis/debout, l'article unique de l'arrêté amendé est refusé par 40 non contre 28 oui (1 abstention).

La présidente. Nous passons maintenant au vote des conclusions du rapport de minorité, c'est-à-dire de l'arrêté proposé par le Conseil administratif.

Mis aux voix par assis/debout, l'article unique de l'arrêté est accepté par 42 oui contre 28 non (1 abstention).

L'arrêté est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre r), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article unique. – De donner un préavis favorable à l'abrogation du plan localisé de quartier N° 25874-661, situé entre la rue Jean-Violette, la rue de Carouge et la rue Prevost-Martin, dans le quartier de Plainpalais.

L'arrêté devient définitif.

4. **Motion de M^{mes} Nicole Bobillier, Alice Ecuillon, Catherine Hämmerli-Lang, Marianne Husser, Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Alain Fischer, Daniel Künzi, Jacques Mino, Jean-Pascal Perler, Pierre Reichenbach et Guy Savary: «Pour le maintien de la poste de la rue du Beulet» (M-38)¹.**

PROJET DE MOTION

Considérant:

- la nécessité de la présence d'un bureau de poste au sein du quartier de Saint-Jean;
- que l'entreprise La Poste est un service public devant tendre à être proche de ses usagers;
- que la population du quartier de Saint-Jean doit être mise au bénéfice des mêmes égards que celle des autres quartiers de la ville;

¹ Urgence acceptée, 1926.

- que l'on ne saurait raisonnablement soutenir que les personnes âgées ou handicapées peuvent aisément se déplacer, sans risques de tous ordres, dans d'autres bureaux de poste pour y traiter leurs affaires,

le Conseil municipal, soucieux du bien-être de la population de la ville de Genève tout entière, soutient les démarches visant au maintien du bureau de poste de la rue du Beulet.

M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R). En soumettant cette proposition de motion urgente, je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'il y a urgence à corriger les intentions du géant jaune, qui oublie que, étant au bénéfice d'un monopole historique, il doit prendre en compte avant tout les intérêts légitimes de ses utilisateurs. Il s'agit ici d'un problème politique, au sens noble du terme. Car la Poste est au service du public et ne saurait discriminer de fait certains habitants de notre commune. En approuvant massivement et franchement cette motion, vous renforcez la position de l'exécutif dans sa démarche auprès de la Poste, qui, soit dit en passant, aurait pu faire preuve d'imagination en réexaminant ses heures d'ouverture au lieu de décider la fermeture définitive d'un bureau. En terminant, j'ajouterai que cette motion n'implique aucune charge pour nos finances, hormis celle du temps qui est et sera consacré à son exécution.

M. Pierre Reichenbach (L). Moi, je dirai qu'il y a quelque chose qui me gêne concernant cette poste du Beulet. Quand nous avons voté les constructions sur les voies CFF, il était entendu que la Poste chercherait à se reloger dans ces nouveaux locaux. Puis les négociations n'ont pas dû aboutir. Il y avait même une brasserie. Alors je me demande si le «géant jaune» a aussi peur que les bébés de la crèche de subir des courants magnétiques en s'installant sur cette surface aménagée, qui a été précisément votée par notre Conseil, et où il devait occuper les nouveaux locaux pour servir les habitants du quartier. Ce qui est assez navrant, c'est que rien n'a été fait; la Ville de Genève, dans une certaine mesure, a été un peu flouée. Maintenant, on ne va plus servir les habitants, c'est-à-dire qu'ils n'auront plus leur poste, parce que l'on veut tout simplement la supprimer. Ces arguties de simplicité et de facilité me choquent, parce que je croyais que la Poste servait la population, mais ce n'est même pas le cas. Les locaux qui avaient été destinés à cet usage sur la couverture des voies CFF sont vides, ce qui est regrettable.

Préconsultation

M^{me} Nicole Bobillier (S). Les débats ayant été très longs ce soir, on sera brefs. La Poste, c'est important, cela fait partie du quotidien des gens, et le Parti socialiste soutient cette motion.

M. Manuel Tornare, conseiller administratif. J'ai déjà répondu en partie à ce problème de la poste de Saint-Jean hier. Je vais peut-être rappeler ce que j'ai dit alors, puisqu'il y avait des absents. Je rappelle que le Conseil administratif soutient à l'unanimité cette motion. Je rappelle aussi qu'il y a eu une réunion à la Maison de quartier de Saint-Jean avec les habitants il y a environ dix jours. J'y ai participé. On attendait 10 personnes, il y en avait à peu près 350, donc cela mobilise vraiment les habitants. J'ai été étonné de ne pas voir de représentant de l'Etat à cette réunion, alors que l'Etat parle beaucoup, en ce moment, des quartiers, de la proximité, et cela a été relevé par les habitants. J'avais fait un certain nombre de promesses, dont celle d'écrire à Moritz Leuenberger, qui, en tant que conseiller fédéral, est responsable de la Poste, comme vous le savez. Je lui ai donc envoyé une lettre officielle lui rappelant son discours concernant l'anniversaire de la Poste – je crois que c'était pour les 125 ans. Il avait parlé alors de la notion de service public, qu'il fallait maintenir à l'aube du XXI^e siècle. J'avais promis aussi aux habitants de rencontrer le directeur de la Poste-Genève, M. Kunz, ce que j'ai fait. Je vous ai dit hier que M. Kunz a été très aimable, mais que j'ai quand même eu l'impression de me heurter à une sorte de mur.

Il faut absolument que cette poste reste dans le quartier; il y a des aînés, des invalides, qui ne peuvent pas aller à la poste des Charmilles et, vraiment, la notion de service public doit être maintenue. On a bien vu les limites de la privatisation du service public telle qu'on l'a pratiquée dans les années quatre-vingt dans certains pays comme l'Angleterre: rappelez-vous l'accident de chemin de fer qui a eu lieu dernièrement à Londres. Vous voyez que, lorsque l'on veut trop privatiser dans certains domaines et rentabiliser au détriment de la sécurité, on en arrive à des catastrophes de ce genre.

M^{me} Fatiha Eberle (AdG/SI). Le groupe de l'Alliance de gauche (Solidarités et Indépendants) se prononcera pour le maintien de la poste du Beulet. Je vous invite, Mesdames et Messieurs, à voter cette motion.

M. Alain Dupraz (AdG/TP). Le groupe de l'Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes) soutiendra bien sûr cette motion concernant cette poste. Mais il faudrait bien se rappeler une chose: à un moment donné, au parlement fédéral, les parlementaires fédéraux, y compris nos amis socialistes, ont décidé de la séparation des Télécom et de la Poste. Ce qui arrive en ce moment en est une des conséquences. La Poste privée de la manne des télécommunications ne peut pas tourner; elle est obligée de calculer ses coûts de rentabilité. La Poste ne fait que cela: voir où est la rentabilité. Pour elle, une poste de quartier n'est peut-être plus rentable, c'est pour cela qu'on la supprime. Je pense que, quand les gens

2016

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1999 (soir)
Proposition: salle communale de Plainpalais

évoquent la responsabilité de M. Leuenberger ou de M^{me} Ruth Dreifuss, ils feraient bien de songer un peu à ce qu'ils ont fait quand ils n'ont pas soutenu notre référendum.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Les Verts soutiendront cette motion, au nom du service public que les PTT doivent fournir à la population.

Mise aux voix, la motion est acceptée à l'unanimité.

Elle est ainsi conçue:

MOTION

Le Conseil municipal, soucieux du bien-être de la population de la ville de Genève tout entière, soutient les démarches visant au maintien du bureau de poste de la rue du Beulet.

5. Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit complémentaire de 1 805 000 francs, ramené à 1 402 000 francs, au crédit de 10 000 000 de francs, voté le 14 octobre 1997, destiné aux travaux de transformation et rénovation de la salle communale de Plainpalais, rue de Carouge 50 (PR-18 A)¹.

Rapporteur: M. Guy Savary.

La commission des travaux a siégé, en date du 29 septembre 1999, sous la présidence de M. Roman Juon.

Nos remerciements vont à M^{me} Paychère pour la bonne rédaction des notes de séance.

Sont présents:

- M. Christian Ferrazino, conseiller administratif;
- M. Pierre Maréchal, sous-chef du Service des bâtiments;

¹ Proposition, 1064.

- M. Alain Carlier, architecte mandaté;
- M. Olivier Clavenna, collaborateur.

M. Maréchal présente le projet N° 18 et déclare que le crédit constitue un complément aux 10 000 000 de francs déjà votés, mais qu'il ne correspond pas aux coupes financières précédentes, voulues par le Conseil municipal. Il s'agit de plusieurs lots de travaux complémentaires:

- a) restauration de peintures;
- b) demandes émanant de la Gérance immobilière municipale, concernant notamment l'équipement en sonorisation et éclairage de la grande salle (d'où augmentation du poste énergie);
- c) installation d'un nouveau central téléphonique;
- d) sécurité renforcée, selon le souhait du DAEL;
- e) acoustique: affinement de ce secteur, suite à des plaintes de voisins.

Questions

Un commissaire pose d'emblée plusieurs questions d'ordre général:

Par rapport au crédit complémentaire, quelle(s) rubrique(s) pourrai(en)t arrêter le chantier? Ne faudrait-il pas évoquer uniquement les 209 800 francs (travaux pour la conservation du patrimoine)? Le reste des sommes ne semble pas urgent. D'autre part, ce même commissaire s'inquiète du nombre de nouvelles réalisations sollicitées, soit 1 600 000 francs. L'administration municipale ne pourrait-elle pas concevoir ces travaux dès le début du processus?

En bref, la commission des travaux s'interroge sur la confection des propositions.

Il est répondu que, précédemment, les utilisateurs organisaient leurs manifestations avec leur propre matériel. Par contre, à l'avenir, la salle principale sera équipée, afin d'éviter les déprédations. Le DAEL exige un sprinkler au théâtre Pitoëff qui, selon ce département, fait partie intégrante de l'ensemble du bâtiment.

Qu'en est-il de l'acoustique? Ce problème a-t-il été approfondi?

Les difficultés surgissaient lors de productions conjointes à la salle Pitoëff et dans les différentes salles au rez-de-chaussée. Autre phénomène: lorsque les décibels augmentent, le mur mitoyen, qui sépare la salle communale de l'immeuble voisin, se met en vibration, d'où riposte d'un voisin; il s'ensuit des mesures d'acoustique et de modération du bruit (notamment au moyen d'un sonomètre limiteur de surveillance pour atténuer les sons à fréquence basse).

Un membre de la commission s'interroge sur les conséquences d'un vote négatif de la commission des travaux et du Conseil municipal.

Il est absolument souhaitable de réaliser la conservation des peintures; il ne faut pas oublier que les utilisateurs se montrent de plus en plus exigeants.

M. Ferrazino ignore pourquoi toutes les demandes n'ont pas été incluses dans le projet de 10 000 000 de francs. Or, les différents services ont tenu un grand nombre de réunions.

Le poste «mobilier» préoccupe plusieurs commissaires. N'avait-on pas promis que l'on garderait l'ancien mobilier «Art déco» et le zinc? Des paradoxes sont relevés en référence au rapport initial.

Réponse: le mobilier «Art déco» sera maintenu; la GIM sollicite un crédit pour un mobilier neuf destiné à la grande salle (l'ancien mobilier est stocké).

D'autre part, il est confirmé que l'on pourra reprendre les peintures qui ne seront pas encore restaurées (par exemple, si l'on trouve un mécène).

Quant à la salle de commission prévue dans les combles, elle remplacera un galetas; son installation implique 44 000 francs pour une réfection complète, comprenant notamment les parquets et une nouvelle cuisinette.

La dernière question se rapporte au genre des manifestations futures. Les personnes auditionnées estiment que la GIM devra veiller à autoriser des productions et concerts pas trop bruyants. Les usagers n'amèneront plus leur propre matériel.

Débat de la commission

Un conseiller municipal se demande s'il n'y a pas danger de concevoir une salle communale par trop luxueuse. Ce lieu deviendrait «intouchable». Il propose de voter la proposition PR-18 point par point. N'aurait-il pas fallu accorder plus d'argent à la réfection des peintures, car des fresques vont être recouvertes pour être dévoilées par la suite?

Plusieurs membres de la commission ne souhaitent absolument pas l'interruption du chantier mais se montrent très critiques face aux nouvelles exigences de la GIM.

Des voix s'élèvent pour souligner que la vocation de la salle communale de Plainpalais doit rester simple, accessible à des sociétés et groupes qui ne dispo-

sent pas de grands moyens financiers. Les prix de location augmenteraient inévitablement en cas de sophistication des lieux. Il s'agit avant tout de mettre cet édifice en conformité et d'améliorer son aspect esthétique.

La centrale téléphonique devrait être prise en charge par la Direction des systèmes d'information (DSI).

Pour terminer, la commission des travaux stigmatise le manque de coordination entre les services municipaux et se montre réticente vis-à-vis de propositions «fourre-tout»; d'autre part, notre municipalité devrait éviter d'acquérir du matériel «haut de gamme».

Votes

La commission des travaux décide, par 14 oui et une abstention (15 membres présents), de procéder à un vote rubrique par rubrique.

A. Travaux pour la conservation patrimoine

Vote positif pour l'ensemble des crédits A. 14 oui et 1 abstention.

– Berceau en bois de l'avant-corps central de la rue de Carouge: finition du dégagement d'une séquence par le restaurateur d'art et de reconstitution de la frise végétale polychrome par des peintres spécialisés	7 600
– Reconstitution de la frise par un peintre décorateur	34 300
– Création de nouveaux vitraux dans le promenoir du rez-de-chaussée qui était décoré de 12 pièces représentant un motif végétal pour les 12 mois de l'année. Un vitrail était encore sur place, cinq autres ont été restaurés dans le cadre du crédit de construction. Il manque donc 6 pièces pour rétablir la série des 12 mois de l'année. La reconstruction à l'identique de 5 vitraux est prévue dans le crédit initial, mais la plus-value pour la création artistique contemporaine et le 6 ^e vitrail fait l'objet de ce crédit complémentaire	18 000
– Grande salle de spectacles: préparation des fonds et reconstitution des cordons agrémentés de couronnes et de lyres, sur les arches et sommiers du plafond et décor sur le cadre de la scène	112 900
– Conservation et restauration du décor d'origine sur 4 «fenêtres», mis au jour sur les parois, piliers, sommiers et arches. Nettoyage, fixage et intégration picturale	10 800
– Promenoir au rez-de-chaussée: médaillons contre les parois, motif Art nouveau	26 200

B. Travaux demandés par les utilisateurs

- Un réseau de caméras relié au bureau du surveillant permettant dans le cas de grande affluence de déceler incident ou feu depuis le poste dans l'ensemble du bâtiment, demandé par le Service de la GIM, qui permettra le contrôle de l'ensemble des locaux depuis le local du gardien. Non à l'unanimité 53 000
- Une installation de poutrelles (4 pièces) mobiles pour recevoir les projecteurs qui permettront de répondre à tous types de manifestations. Ces poutres supprimeront les installations artisanales susceptibles de détériorer ou créer un danger dans la salle. Le renforcement statique de la verrière pour l'accrochage de cette installation sera nécessaire. 14 oui, 1 abstention 68 400
- Une installation de sonorisation face à la scène, performante pour cette salle est nécessaire pour les concerts et spectacles, et une installation périphérique permettant une judicieuse répartition de la diffusion acoustique. Ces dispositions sont rendues impératives afin de répondre aux différentes plaintes concernant les immeubles et appartements voisins. Une régie comprenant un sonomètre limiteur de surveillance permettra en permanence le contrôle des émissions sonores. (Cette installation «haut de gamme» a été testée et approuvée par notre personnel). Non à l'unanimité 171 000
- Installations des barres d'accrochages dans la grande salle; ces installations sont demandées par le Service de la gérance. 14 oui, 1 non 20 000
- Le remplacement des tables et chaises de la grande salle demandé par le Service de la GIM, car le matériel actuel est en très mauvais état. 14 non, 1 abstention 113 500
- Aménagement d'une salle de commission dans les combles au-dessus du vestibule de l'entrée qui sera accessible par le petit escalier de la rue Pictet-de-Bock. 8 oui, 2 non, 5 abstentions 44 000

C. Installations techniques

- L'architecte propose pour une mise en valeur de notre édifice, d'installer un éclairage des façades. 4 oui, 9 non, 2 abstentions 65 000
- Remplacement des cellules alimentation électricité demandé par le Service électrique; la conception des cellules existantes ne permet aucune modification ni adjonction dans le futur et manque de puissance pour les installations scéniques prévues. 13 oui, 2 abstentions 13 850

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1999 (soir)
Proposition: salle communale de Plainpalais

2021

- La mise en conformité des installations électriques du théâtre proposée par l'électricien dans le but d'avoir une installation conforme respectant les normes en vigueur pour l'ensemble du bâtiment. 12 oui, 2 non, 1 abstention 167 500
- La mise en conformité des installations de sécurité du théâtre qui n'était pas prévue dans le devis général et le crédit voté. 14 oui, 1 abstention 13 300
- L'augmentation de puissance électrique qui était déjà trop faible avant les transformations, selon le Service de la GIM. 12 oui, 1 non, 2 abstentions 45 000
- Installation d'un câblage universel afin d'alimenter les différents locaux et permettre ainsi une liaison informatisée de ce bâtiment. Refusé à l'unanimité 114 200
- Un nouvel éclairage de scène et sonorisation de la grande salle demandés par le Service de la gérance pour offrir aux utilisateurs le standard de base des salles de spectacles. 13 non, 2 abstentions 209 000
- Ventilation des loges du théâtre et remplacement des gaines de la bibliothèque, car, avant les travaux, les loges n'étaient pas ventilées et ces locaux étaient très humides. La gaine de la bibliothèque passant à côté de la scène du théâtre était perforée par la rouille et hors d'usage. 12 oui, 3 abstentions 12 500
- La gestion numérique du chauffage et de la ventilation demandée par le Service de l'énergie. 12 oui, 3 abstentions 16 850

D. *Travaux de sécurité*

Vote positif pour l'ensemble des crédits D. 14 oui, 1 abstention.

- Le Service de sécurité-salubrité du DAEL demande l'installation d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie «sprinkler» pour protéger la scène, les cintres et le local sous scène du théâtre Pitoëff. Dans le devis général de rénovation, ces travaux n'étaient pas prévus, mais, maintenant, ils sont exigés par le Service du DAEL, suite à l'application de la nouvelle réglementation de L'AEAI 67 000
- Installation d'exutoires de fumée exigés par le DAEL dans l'autorisation de construire du 15.07.98 postérieure au devis général du budget voté, suite à l'application des nouvelles réglementations de l'AEAI. Cette demande est formulée dans le préavis du Service sécurité-salubrité annexé à l'autorisation de construire du 15 juillet 1998 (point 6D), conformément à la nouvelle application des directives de l'AEAI (art. 122.2) 20 000

2022

SÉANCE DU 10 NOVEMBRE 1999 (soir)
Proposition: salle communale de Plainpalais

- Le remplacement du fourneau à gaz de la cuisine au sous-sol, exigé par le Service du gaz pour répondre aux nouvelles normes de sécurité 20 000

- E. *Travaux d'acoustique*
 - Mesure acoustique à prendre vis-à-vis des immeubles voisins suite à une plainte du propriétaire des immeubles jouxtant la salle (limiteur de basses sur la sonorisation générale des salles). Non à l'unanimité 3 400
 - Création d'un sas d'entrée pour isoler phoniquement le théâtre Pitoëff non prévu dans le devis général. 13 oui, 2 abstentions 28 900
 - L'acoustique a été réétudiée par les acousticiens, suite aux exigences de la CMNS et de la conservatrice en patrimoine architectural de la Ville afin de préserver au mieux l'architecture intérieure des locaux. Les travaux nécessaires à l'amélioration de ces lieux nécessitent la pose de panneaux absorbants phoniques plus minces et l'installation d'une coque abat-son sur scène. Oui à l'unanimité 90 000

- F. *Honoraires d'architectes*
 - Honoraires des architectes pour permettre la réalisation de ces travaux complémentaires selon le contrat signé 113 000

Récapitulation

Fr.

A. Travaux pour la conservation du patrimoine	209 800
B. Travaux demandés par les utilisateurs	132 400
C. Installations électriques	269 000
D. Travaux de sécurité	107 000
E. Travaux d'acoustique	118 900
F. Honoraires d'architectes + frais divers	<u>113 000</u>
Sous-total I:	950 100
Intérêts intercalaires sur le crédit de construction: $\frac{950\ 100 \times 6 \times 4,75\%}{2 \times 12 \text{ mois}}$	11 300
Fonds municipal d'art contemporain, 1% du sous-total I	<u>9 500</u>
Total du crédit demandé	<u>970 900</u>
Arrondi à	<u>971 000</u>

Vote final

La commission des travaux vous propose, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, d'approuver le projet d'arrêté amendé, par 14 oui et 1 abstention.

PROJET D'ARRÊTÉ AMENDÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa l, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 971 000 francs destiné à la terminaison des travaux de transformation et rénovation de la salle communale de Plainpalais, rue de Carouge 50.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 971 000 francs.

Art. 3 (nouveau). – Le boucllement du présent crédit et de celui du 14 octobre 1997 sera déposé devant le Conseil municipal dans un délai de 12 mois dès la remise définitive des travaux. Le boucllement comprendra notamment une indication des différences résultant de la comparaison des positions budgétées et réalisées selon le tableau CFC.

Art. 4. – Un montant de 9500 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds municipal d'art contemporain institué par l'arrêté du Conseil municipal du 10 février 1950.

Art. 5. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2000 à 2029.

M. Roman Juon, président de la commission des travaux (S). La commission des travaux a traité cette proposition rapidement et il est ressorti très clairement des discussions que tous les suppléments destinés aux travaux concernant la sécurité, la restauration de la fresque, les vitraux et la création d'une salle qu'il fallait de toute façon isoler dans les combles, donc une petite salle de commission, devaient être approuvés sans réserve. Par contre, la commission, d'un commun accord même si ce n'était pas à l'unanimité, a émis des réserves quant aux équipements; cela allait de la sono au mobilier. Il y aura une proposition des Verts à ce sujet visant à mettre cette salle à la disposition de sociétés qui n'ont pas beaucoup d'argent. En essayant d'éviter de trop sophistiquer ces locaux, on pourrait

obtenir cette garantie de la part de la Gérance immobilière municipale (GIM). Cela a été la seule raison pour laquelle nous avons enlevé tout ce qui faisait partie de l'équipement.

M. Guy Savary, rapporteur (DC). Je m'exprimerai uniquement en tant que rapporteur, et j'aimerais bien que les deux conseillers administratifs écoutent et soient attentifs à un fait frappant ressorti lors des travaux de la commission, que résument deux lignes à la page 3, avant le paragraphe «Votes». Je lis cette phrase, car la commission a beaucoup insisté sur les trois points que contient cet alinéa: «Pour terminer, la commission des travaux stigmatise le manque de coordination entre les services municipaux et se montre réticente vis-à-vis de propositions «fourre-tout»; d'autre part, notre municipalité devrait éviter d'acquérir du matériel «haut de gamme.»

Il est vrai que, pendant toutes les discussions sur cette proposition, ces trois éléments qui sont ressortis ont motivé des reproches contre l'ancien Conseil administratif. Cependant, il faut également en tirer des leçons pour le futur; le Conseil administratif doit bien prendre garde à ne pas présenter à l'avenir des propositions qui dénotent un manque de coordination entre les services, dans lesquelles on essaie de mettre beaucoup d'éléments ensemble même s'ils n'ont rien à faire les uns avec les autres, et à éviter de faire des acquisitions par trop luxueuses. Voilà quelques remarques que je fais en tant que rapporteur, simplement, et la commission des travaux aimerait que le Conseil administratif en tienne compte pour l'avenir.

Premier débat

La présidente. Je vous informe que j'ai déjà reçu une proposition d'amendement de la part des Verts.

M. Georges Queloz (L). Tout d'abord, je suis satisfait que ce point de l'ordre du jour soit réglé ce soir, du moins j'espère qu'il le sera. On ne sait jamais: un troisième débat sera-t-il demandé? Le groupe libéral acceptera le projet d'arrêté amendé par la commission, car il ne veut en tout cas pas interrompre les travaux ou provoquer du retard dans ceux qui s'effectuent actuellement.

Deuxièmement, nous accepterons tous les travaux qui sont liés au bâtiment, mais nous avons des réserves quant à l'équipement, pour la simple et bonne raison que nous considérons que cette salle doit être vouée à l'usage de sociétés populaires. Si vous équipez cette salle d'une sono à 170 000 francs, je peux vous

assurer que ceux qui l'occuperont – parce qu'elle sera quand même toujours un petit peu moins chère en location que d'autres salles de concert – seront des sociétés organisatrices de concerts, et elle ne pourra plus répondre à sa vocation. Pour moi – enfin, pour les libéraux – elle doit rester une salle accessible aux sociétés, et surtout à ceux qui organisent des lotos, car cela joue un rôle social. En effet, si l'on décide de donner une priorité aux sociétés qui organisent des lotos, le pauvre fonctionnaire qui devra gérer le calendrier aura de grandes difficultés, parce que les premiers demandeurs seront des organisateurs de spectacles; on ne peut pas ensuite annuler tout simplement un contrat et donner la priorité à des organisateurs de loto. Ce ne sera pas possible. Donc, pour nous, cette salle doit garder sa vocation et être accessible avant tout aux sociétés.

M. Guy Dossan (R). On nous avait dit que la découverte, dans la salle communale de Plainpalais, d'éléments du patrimoine qu'il convenait absolument de conserver exigeait une demande de crédit complémentaire pour permettre la poursuite des travaux. On nous avait aussi informés que cette proposition devait absolument être étudiée en urgence, pour ne pas stopper les travaux. Le groupe radical ne s'était d'ailleurs pour une fois pas opposé à cette urgence de l'étude, la salle communale de Plainpalais méritant en effet que l'on apporte un soin particulier à sa réhabilitation et les travaux ne devant pas être retardés.

Toutefois, Mesdames et Messieurs, si le motif initial était parfaitement louable, on a malheureusement dû se rendre compte que la conservation du patrimoine n'était qu'un prétexte, puisque dans cette proposition elle ne représentait réellement qu'une infime partie du crédit demandé, soit seulement 210 000 francs environ sur le 1,8 million de francs demandé. On a en plus affirmé à la commission que cette rallonge ne correspondait pas à des travaux ayant été victimes, entre guillemets, de la coupe initiale effectuée par notre Conseil dans sa volonté d'économie. Le crédit demandé correspond donc à des travaux totalement nouveaux. Deux possibilités sont envisageables, aussi inquiétantes l'une que l'autre: soit ces travaux ont été tout simplement oubliés, soit on a réfléchi depuis.

On peut donc une nouvelle fois douter du sérieux avec lequel sont établies les propositions qui nous sont présentées, surtout lorsque l'on nous affirme que de nombreuses séances de préparation ont eu lieu entre les divers services concernés. Heureusement qu'il y a eu des séances de coordination, sinon, qu'est-ce que cela serait, Mesdames et Messieurs! Rien que les travaux supplémentaires, c'est déjà 15% de supplément au crédit! On peut aussi se poser des questions sur ce sérieux, par exemple quand on nous demande des crédits pour une mise en conformité du bâtiment selon les normes en vigueur, normes qui ne datent évidemment pas d'hier, ou parce que l'on se rend compte que la puissance électrique

ne sera pas suffisante. Ces deux exemples sont au nombre des nouveaux travaux proposés. On se demande de qui on se moque, et si vraiment nous avons des spécialistes, que cela soit les mandataires ou les personnes qui sont censées chaapeauter les mandataires. Nous trouvons cette situation tout simplement inadmissible!

Je ne parlerai même pas du matériel haut de gamme, qu'un préopinant a déjà évoqué. On continue à vouloir absolument en installer dans les constructions de la Ville, malgré toutes les remarques faites à ce sujet par notre Conseil lors de l'étude d'autres objets! Je prendrai simplement pour exemple les bâtiments qui sont sur la couverture des voies CFF, à Saint-Jean, où nous avons également dit que nous ne voulions pas des équipements haut de gamme. Là, on recommence à essayer de nous enfiler – c'est le cas de le dire – du matériel haut de gamme contre notre volonté. Je me demande de qui on se moque, là aussi.

Je vous rappelle, par exemple, que la salle communale des Eaux-Vives a été rénovée à grands frais et qu'elle n'est pas non plus accessible à toutes les associations, parce que le prix de location est pratiquement prohibitif. Il est donc regrettable que la coordination entre les services puisse une nouvelle fois être sujette à caution.

Il est surtout regrettable que certains services proposent ultérieurement des demandes qui, si elles pouvaient être parfaitement fondées lors de la demande initiale, le sont beaucoup moins lorsqu'elles sont présentées deux ans après la première demande de crédit, surtout dans le cas qui nous occupe. Le temps de réaction est pour le moins lent, surtout de la part d'un service dont on n'arrête pas de nous répéter qu'il est le seul certifié de l'administration municipale!

La commission des travaux a finalement opté pour l'acceptation des travaux pouvant avoir une incidence sur l'enveloppe de cette salle s'ils étaient réalisés ultérieurement et, donc, pour une coupe de près de 1 million de francs. Le groupe radical suivra ces conclusions et refusera de voter des amendements.

M. Gérard Deshusses (S). Le vote de la commission des travaux est, il est vrai, un vote d'humeur, et le Parti socialiste y a participé pleinement. Effectivement, quand nous avons voté il y a quelque temps 10 millions de francs pour la réfection de la salle de Plainpalais, nous pensions que les coûts de l'ensemble des équipements y étaient inclus; c'était un prix suffisamment élevé pour cela. C'est pourquoi, quand nous avons lu la nouvelle proposition de rajout du Conseil administratif et que nous avons su que l'on avait découvert des fresques Art déco, et surtout après que nous sommes allés avec vous à Gingins, Madame la présidente, voir la magnifique musée que vous nous avez présenté, nous étions convaincus

que ce 1,8 million de francs qui nous était proposé était destiné à la réfection totale de cette découverte. Or, tel n'est pas le cas, et cela a été pour nous une grande déception. Parce que, sur ce 1,8 million de francs – M. Dossan a raison – il n'y a qu'environ 200 000 francs qui sont prévus à cet effet. Quant au reste, ce sont de nouvelles exigences de la GIM.

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, le groupe socialiste en a assez de ces pratiques et il n'est pas prêt à voter tout cela d'emblée. Nous ne voulons plus que la GIM fonctionne de cette manière-là. Effectivement, nous avons appris en dernière minute que le groupe des Verts avait un amendement à proposer; nous, groupe socialiste, ne sommes prêts à l'accepter que dans la mesure où un article 6 ajouté à l'arrêté sera également voté. Je vais vous lire cet article:

Projet d'amendement

«Art. 6. – Le prix de location fixé aux utilisateurs est adapté à la capacité financière de ces derniers et en fonction des installations sollicitées.»

Pourquoi cet article 6? Eh bien, pour répondre à l'inquiétude de M. Queloz, que nous partageons. Nous sollicitons de vous la possibilité d'accorder à des sociétés vraiment populaires de poursuivre leurs activités dans une salle qui a toujours eu un but social, et nous ne voudrions pas que, demain, la salle de Plainpalais ressemble au Palladium. Nous n'avons rien contre le Palladium, mais il y a suffisamment de salles qui sont affectées à ce type d'activités pour que la salle de Plainpalais, qui a une raison d'être historique et sociale, puisse la conserver.

M. Damien Sidler (Ve). Après réflexion, les Verts vous proposent de remettre au vote certains points de la proposition refusée en commission. En effet, l'utilisation du mot «haut de gamme» pour désigner le matériel de sonorisation et lumières prévu dans cette proposition a fait réagir les commissaires, qui ont, du coup, préféré économiser 380 000 francs, ou 3,5% des 11 millions de francs que totalise la rénovation de la salle, au lieu de profiter de la doter enfin d'un équipement moderne lui donnant toute sa fonctionnalité. C'est un peu comme retaper un vieux vélo en faisant l'économie des chambres à air. Visuellement, le résultat est satisfaisant, mais l'utilisateur aura toujours autant de difficultés à en faire bon usage.

Une salle communale est un lieu de réunion, d'échanges et surtout de vie. On y organise des kermesses, des bals. La parole, la musique et les performances de

scène en font partie intégrante. Il faut se donner les moyens de garder des lieux de rassemblement populaire au centre-ville. Notre refus de cet équipement pourrait être interprété comme une restriction de l'usage de la salle, excluant les productions – fêtes et concerts – produisant quelques décibels de plus que des tournois d'échecs ou des ventes de timbres. Je fais juste remarquer en passant qu'un équipement de sono permet aussi de sonoriser un débat ou d'avoir un micro pour parler; cela peut être utile dans bien des cas.

Pour avoir été un organisateur usager de cette salle aux dimensions peu communes à plusieurs reprises, je pense que l'acquisition d'un matériel haut de gamme s'impose non pour des raisons de confort ou de luxe, mais bien d'impératifs techniques. Les sommes importantes que doivent dépenser les associations afin d'équiper temporairement cette salle pourraient être versées à la Ville en échange du service rendu. Pour information, quelqu'un qui organise un concert doit payer 4000 francs de location de la salle et plus ou moins la même somme pour équiper en infrastructure tout ce qui y manque. Cela peut parfois être utile que d'avoir tout sur place. Nous y voyons donc deux avantages certains. Premièrement, on évite le va-et-vient de montagnes de matériel qui finit par abîmer les parquets, bas de murs et escaliers, qui vont être bientôt rénovés. On évitera aussi l'obstruction par des véhicules utilitaires, pendant les livraisons, de la petite rue Henri-Christiné, des trottoirs et des pistes cyclables attenantes. J'ai constaté plusieurs fois que cela peut être un peu problématique.

Une participation des usagers qui utiliseront ce matériel pourra facilement être perçue. Nous sommes cependant d'avis que ce coût ne devra pas être compris dans le prix de base de la location de la salle. La salle devra pouvoir être louée à nu à des usagers ayant peu de moyens. Je pense qu'à l'heure actuelle, quand on loue cette salle, il y a une facturation détaillée selon qu'on utilise la cuisine, ou la petite salle à côté, et j'estime que cela ne posera pas de problème de stipuler sur la facture que l'on utilise aussi la sono et les lumières ou bien seulement un micro, etc. Il y a des moyens de faire appliquer cela. Nous proposons donc de remettre les points suivants: B. 3^e alinéa: installation de sonorisation - 171 000 francs; C. 7^e alinéa: éclairage de scène et sonorisation de la salle - 209 000 francs; E. 1^{er} alinéa: limiteur de basses - 3400 francs. Dès lors, le montant total que nous demandons d'ajouter à la somme indiquée dans le projet d'arrêté amendé par la commission s'élève à 383 400 francs. Notre amendement est donc le suivant:

Projet d'amendement

«*Article premier.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 354 400 francs destiné...

»*Art. 2.* – (...) à concurrence de 1 354 400 francs.»

(N.d.l.r.: Le montant de 1 354 400 francs sera corrigé ci-après par M. Ferrazino et porté à 1 402 000 francs.)

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). J'ai eu l'honneur de remplacer un collègue dans cette commission et j'ai été impressionnée par la qualité des travaux. Toutefois, et on ne le dira jamais assez, une fois de plus, il a été relevé la très grande difficulté de coordination entre les services concernés. Surtout en travaillant rubrique par rubrique, on a pu dégager des priorités de dépenses, et cela, je crois que le groupe PDC y tient beaucoup. Ces priorités permettent de voter ce soir les crédits qui vont donner la possibilité de poursuivre les travaux et de préserver ainsi les emplois au sein des entreprises chargées de la rénovation.

D'autre part, l'étude rubrique par rubrique a aussi fait ressortir le luxe inapproprié de certaines installations demandées par la GIM. Le PDC est particulièrement sensible aux économies qui ne se font pas sur le dos du personnel, ni au détriment des subventions. C'est pourquoi toute occasion de réduire les coûts en matière d'achats, de matériel et de biens mobiliers doit être saisie. C'est le cas ici. Nous pouvons nous réjouir de voter un crédit de 971 000 francs au lieu de 1 805 000 francs comme il était demandé. Nous vous invitons donc à voter le projet d'arrêté amendé par la commission.

M. Jacques François (AdG/SI). Le groupe de l'Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants) accepte le projet d'arrêté amendé par la commission des travaux. Je ne reviendrai pas sur l'ensemble des postes du crédit demandé qui ont été refusés. Je crois qu'il s'agit là d'un signe très très fort donné aux services concernés les enjoignant à travailler de manière plus correcte, car, comme l'ont relevé certains orateurs ici, nombre de ces objets auraient sans aucun doute pu être prévus dès le départ. Nous voterons également les amendements, pour des raisons pragmatiques. En effet, des travaux tout à fait considérables ont été réalisés dans cette salle et il est nécessaire qu'elle soit utilisable. Nous souhaitons néanmoins que les services qui s'occupent des constructions fassent des propositions beaucoup plus rigoureuses pour des travaux de cette envergure.

M. Pierre Reichenbach (L). Je suis d'autant plus à l'aise pour intervenir sur cette proposition que je ne suis pas membre de la commission des travaux. A la lecture du rapport, il apparaît la chose suivante: l'obsolescence totale des études qui ont été faites à l'occasion de la demande de crédit de 10 millions de francs voté le 14 octobre 1997. Je commence la lecture du rapport par la fin: il est totale-

ment inacceptable de signaler que les normes pour la sécurité ont évolué depuis l'époque du projet jusqu'au temps de l'exécution. Il s'agit d'une carence grave dans l'étude.

Ensuite, j'entre dans le détail des installations techniques: tout le monde dans ce Conseil savait que les installations électriques étaient totalement obsolètes. Dès lors, il y a deux solutions possibles: ou bien cela a été occulté dans le projet initial, ou alors elles ont été mal étudiées suite à des erreurs de concept et de calculation des mandataires. Quand on discute d'un objet de l'importance d'une salle comme la salle de Plainpalais, la commission des travaux devrait, lors de discussions du crédit préliminaires, se faire présenter les devis de calcul des frais de construction, pour savoir si tous les objets y sont mentionnés et s'assurer qu'aucun n'a été oublié.

Il me paraît invraisemblable qu'il faille un crédit supplémentaire pour mettre les installations électriques du théâtre en conformité avec les normes actuelles: le vote des 10 millions de francs devait précisément permettre cela. Après, on me dit qu'il faut renforcer l'installation électrique d'alimentation. Mais tout le monde savait que l'installation d'alimentation électrique était insuffisante! C'est donc un signe que j'adresse à M. Ferrazino pour lui dire qu'il conviendrait vraiment de secouer le cocotier des mandataires qui ne font pas leur travail et qui nous font ainsi des surprises désagréables. Je ne veux pas mettre la faute sur la GIM, ce n'est pas la GIM qui a demandé d'installer du sprinkler. Certes, quand il y a une demande de crédit supplémentaire, on va vite glisser dans celle-ci un objet qui avait été oublié. M. Ferrazino, qui nous avait dit qu'il fallait voter un crédit supplémentaire pour continuer le chantier, ne savait probablement pas, au moment où il nous disait cela, que quantité d'objectifs qui étaient dans la proposition initiale avaient été totalement occultés. Et c'est contre cela que je m'insurge. Je m'insurge en tant qu'homme de l'art, en tant que conseiller municipal et en tant que citoyen. Dès le départ, ces objets devaient être mentionnés dans la proposition initiale; ainsi, il n'y aurait pas eu cette surprise désagréable.

C'est cela qui n'est pas normal, chers collègues, et j'entends, moi, donner un signe très fort aux services du Conseil administratif pour qu'ils surveillent davantage leurs mandataires, installateurs électriciens mais non ingénieurs-conseils en électricité, et que ces gens-là rendent des comptes exacts. N'allez pas me dire que, quand on transforme la salle communale de Plainpalais qui date des années quarante, ou même d'avant, l'installation électrique d'alimentation est suffisante! Tous ceux qui ont utilisé cette salle savent que les installations étaient totalement obsolètes; je le sais par mes collègues du Parti du travail qui l'ont utilisée à de nombreuses reprises. Alors on vient nous dire après nous avoir fait voter les 10 millions de francs qu'il aurait fallu encore prévoir ceci... Inadmissible! Nous

accepterons cependant d'ajouter ces plus-values au projet d'arrêté amendé par la commission des travaux, en tirant la sonnette d'alarme. Je crois que M. Ferrazino a dû comprendre le message; je l'ai rencontré à ce sujet l'autre jour.

M. Guy Dossan (R). Je voulais juste intervenir brièvement sur l'amendement des Verts. Je peux tout à fait comprendre les préoccupations des Verts; simplement, je tiens à rappeler que, si la commission a en effet réagi au terme «haut de gamme» appliqué aux équipements, c'est parce que l'on nous a expliqué que les manifestations qui seraient autorisées, entre guillemets, dans cette salle ne seraient pas bruyantes, donc que l'on n'allait pas y donner de concerts de rock ni d'autres manifestations de ce genre-là. Il n'y avait par conséquent pas de raison d'y installer une sonorisation de très grand luxe. C'est aussi pour cela que la commission a voté dans ce sens-là; je crois qu'il s'agit surtout d'un vote de sanction – de bon sens, comme dit M^{me} von Arx. C'est un signe au Conseil administratif.

Je regrette que l'amendement des Verts consiste à rétablir simplement la somme totale des équipements de sonorisation, d'éclairage de scène et de limiteur de basses qui étaient demandés. Si l'amendement avait porté sur une somme inférieure à celle qui nous était demandée dans la proposition N° 18 pour ces équipements, on aurait peut-être pu le voter, parce que l'on aura en effet besoin de sonorisation dans cette salle. Mais on ne peut pas entrer en matière sur la proposition de remettre au vote purement et simplement ce qui nous avait été demandé.

M^{me} Liliane Johner (AdG/TP). C'est vrai, M. Reichenbach a raison: cette salle, le Parti du travail et la gauche l'ont beaucoup utilisée, c'est un haut lieu de lutte de la gauche et nous avons salué sa rénovation parce qu'elle en avait sérieusement besoin. Néanmoins, aujourd'hui, il est vrai que cela mériterait quand même quelques explications, en tout cas pour les nouveaux conseillers municipaux, parce que l'on ne sait pas très bien ce qui s'est passé lors du vote de la proposition initiale.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à un amendement des Verts. Nous sommes conscients que les installations qu'ils réclament peuvent être nécessaires, seulement, le problème, c'est que cela risque de renchérir sérieusement la location de la salle. Monsieur Queloz, je vous donne raison; pas souvent, mais cette fois, oui. Nous voterons donc cet amendement, pour autant que l'article 6 proposé par les socialistes soit accepté.

La présidente. Je vais peut-être vous donner une information, sans entrer dans tous les détails. Le prix actuel de la location de la maison communale de

Plainpalais pour la journée et la soirée de 21 h à 3 h – je pense que cela concerne une kermesse – est le suivant pour la grande salle: 3960 francs, plus 30 francs par heure si on dépasse cet horaire, et 150 francs pour la cuisine en plus. Cela vous donne une petite idée de ce que cela représente.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). J'aimerais répondre à certains préopinants. D'abord, je souhaiterais quand même dire, sans faire de félicitations, que la commission des travaux a fait son travail. D'une proposition de 1,8 million de francs, on arrive à 971 000 francs. Tout ce qui était du luxe, tout ce qui n'a pas été jugé nécessaire par la commission a été enlevé. Ce que les Verts proposent, c'est 383 400 francs de plus de dépenses. 383 400 francs, cela peut paraître beaucoup, mais, globalement, par rapport à 11 millions de rénovation de l'ensemble du bâtiment, cela reste une petite somme. J'aimerais d'abord, comme premier postulat, vous annoncer que le meilleur marché est souvent trop cher, et, dans cette perspective, nous pensons qu'il est absolument nécessaire de pouvoir installer cette sonorisation si l'on veut que la salle communale puisse accepter, entre autres, des manifestations musicales.

Si ce soir les conseillers municipaux ne votent pas cette rallonge pour la sonorisation, il n'y aura plus de musique dans la salle communale, parce que la musique, c'est bruyant, les voisins se plaignent. Pour éviter cela, il faut que nous puissions y installer une sonorisation digne de ce nom, le titre «haut de gamme» étant peut-être un petit peu exagéré.

Maintenant, en réponse à ceux qui pensent que cela engendrerait une augmentation du prix de location de la salle, le Parti socialiste a proposé un article 6 supplémentaire qui permet à des locataires d'utiliser la salle en payant ou non la location. C'est pour cela que nous accepterons évidemment l'article 6. Mais souvenez-vous, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, que ce soir, s'il n'y a pas de sonorisation votée, il n'y aura plus de musique dans cette salle communale.

M. Damien Sidler (Ve). Je voudrais juste amener deux ou trois précisions, notamment par rapport aux propos de M. Dossan concernant le qualificatif «haut de gamme». En fait, j'ai oublié tout à l'heure de vous expliquer que cette salle a une acoustique un peu spéciale; c'est pour cela, je pense, que les fonctionnaires de la GIM ont utilisé le mot «haut de gamme». En effet, il est d'usage actuellement, lorsqu'on effectue une production comprenant de la musique, d'utiliser une sono surdimensionnée pour pouvoir coiffer les effets indésirables de la salle. C'est pour cela qu'à certains moments les murs tremblent et c'est ce qui gêne les voisins. Avec une sono haut de gamme, on parviendrait à maîtriser ces pro-

blèmes-là, d'autant plus qu'elle serait équipée d'un limiteur de basses, ce qui n'est pas possible si on prend une sono que l'on trouve dans le commerce à bon marché.

M. Pierre Reichenbach (L). Pour la deuxième et dernière fois, je prends la parole pour vous dire la chose suivante: dans une salle communale, je ne veux pas dire que c'est une hérésie d'installer des équipements d'amplification, de sonorisation, mais il faudrait au moins qu'il y ait l'infrastructure permettant le raccordement des sonorisations et des équipements audio-visuels. Pourquoi? Parce que la position des colonnes des haut-parleurs et la disposition de ces équipements doivent être décidées en fonction de l'acoustique de la salle. Il n'est peut-être pas nécessaire de la doter de tout l'équipement dit «haut de gamme», ce qui ne veut rien dire du tout, mais au moins de prévoir tout le dispositif de cadre et de liaison qui permettra aisément à l'occupant ou à l'utilisateur de raccorder ses propres équipements aux installations de la salle sans qu'il y ait des couacs.

Evidemment, si l'on parle de prix, je pense que 170 300 francs, cela signifie qu'il y a les amplificateurs, les tables de mixage, etc. Cela n'est peut-être pas une nécessité absolue, mais je vous en conjure, installez au moins le réseau de raccordements à la place des câbles se baladant dans tous les sens au risque de provoquer des accidents.

M. Georges Queloz (L). Je suis très étonné des propos que je viens d'entendre, surtout ceux venant de la part des écologistes qui devraient actuellement se soucier de la pollution sonore. Ils confondent sonorisation, insonorisation et acoustique. Voilà trois sciences bien différentes. Ce que vous allez proposer par une sonorisation ne va pas résoudre le problème d'insonorisation. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, les dérangements provoqués par les manifestations ayant lieu dans la salle communale de Plainpalais se produisent avant tout à l'extérieur de la salle, suivant la clientèle que l'on amène à l'intérieur. Le bruit est beaucoup plus présent à l'extérieur qu'à l'intérieur, vous pouvez interroger les gens qui habitent le quartier à ce sujet.

Je pense que l'on doit à tout prix conserver la vocation de cette salle, qui a d'ailleurs été conçue à l'origine pour satisfaire les besoins des sociétés locales, à l'époque où la commune de Plainpalais était encore vivante et avait sa mairie; c'était la salle des sociétés. On en reparlera!

M. Robert Pattaroni (DC). Je voudrais revenir sur cette question de sono. Il est vrai que c'est une surprise pour les non-membres de la commission. Pour ma

part, je tiens à dire que, comme beaucoup d'autres vraisemblablement, je suis allé très souvent dans cette salle pour assister à des manifestations diverses. Je dois dire, Madame la présidente, que la sono était réglée très faiblement, au point que, plus d'une fois, la partie sonore des spectacles sur scène était inaudible en raison des différents bruits ambiants. La solution était malheureusement de mettre une sono du type bombardier qui couvrait tout et c'était extrêmement désagréable. Donc, tant qu'à faire, si d'un point de vue technique il est estimé qu'un tel système est correct, moi, en tant que pratiquant de cette salle, je pense que c'est sûrement une bonne idée de l'équiper de manière que l'acoustique soit bonne. Par conséquent, je pense que, si les prix sont corrects, même s'ils sont élevés, on devrait voter l'amendement proposé par les Verts.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Je comprends l'irritation manifestée par certains concernant la méthode utilisée, puisque vous avez à voter un crédit complémentaire. Vous vous interrogez légitimement sur les raisons pour lesquelles certains des postes qui sont proposés aujourd'hui ne l'ont pas été dans le cadre du crédit initial. Comme certains l'ont dit, on peut penser que ces postes auraient pu ou dû être proposés dès le départ. Pour ma part, j'en tiendrai compte pour des projets futurs, bien évidemment, mais vous savez que le département de l'aménagement, des constructions et de la voirie doit aussi être à l'écoute des besoins manifestés par les services utilisateurs.

Si M. Muller était là ce soir, il vous dirait que sa préoccupation, d'après les propos qu'il nous a tenus, concerne le fait que, avec la sauvegarde des peintures auxquelles il a été fait allusion tout à l'heure, il s'est avéré plus judicieux de prévoir une installation de sono fixe, afin d'éviter que tout éventuel utilisateur puisse venir avec sa propre sono et risque par conséquent de détériorer plus rapidement les rénovations en cours sur les murs de la salle. C'est l'une des explications qui fait que cette demande n'a pas été formulée dès le départ par la GIM, semble-t-il.

Pour ma part, je suis pleinement satisfait du montant des travaux que votre commission a retenu, puisque ceux-ci permettront à la fois la rénovation de la salle et la sauvegarde du patrimoine, c'est-à-dire des décorations que nous avons trouvées lors de ces travaux. Si vous souhaitez soutenir l'amendement proposé par les Verts, je le comprendrai également, dans la mesure où, pour les raisons que j'ai indiquées tout à l'heure, cette installation permettra de mieux préserver les restaurations auxquelles nous sommes actuellement confrontés.

Il faudra simplement modifier le libellé de l'amendement. J'ai refait des calculs. Votre Conseil municipal doit voter un montant de crédit et non pas des postes qui s'additionnent. Vous savez que, dans le montant total du crédit, il y a les intérêts intercalaires et que nous devons rajouter 1% pour le Fonds municipal

d'art contemporain, de sorte que si vous deviez accepter les trois postes supplémentaires qui vous sont proposés ce soir le montant total du crédit qui vous est soumis serait de 1 402 000 francs, avec les intérêts intercalaires et le 1% pour le Fonds municipal d'art contemporain. Le Conseil administratif ne voit donc aucune objection à ce que vous votiez cet amendement. Je m'exprime aussi au nom de M. Muller, dans la mesure où, vous l'avez compris, c'est son département qui a formulé ces prétentions nouvelles et qu'il est bien légitime que quelqu'un puisse, en son absence, vous transmettre ce message. Par conséquent, si vous souhaitez donner suite à cet amendement, c'est donc un crédit total de 1 402 000 francs qu'il conviendra de voter.

La présidente. Nous sommes donc saisis de deux amendements: le premier demande des installations supplémentaires, dont M. Ferrazino vient de vous parler, qui vont augmenter le crédit et le faire passer de 971 000 francs à 1 402 000 francs et le deuxième propose l'adjonction d'un article 6 demandant que le prix de la location fixé aux utilisateurs soit adapté à la capacité financière de ces derniers, en fonction des installations sollicitées.

M. Gérard Deshusses (S). Dans la mesure où nous avons conditionné notre acceptation de l'amendement des Verts à celle de notre propre amendement ajoutant un article 6 proposé tout à l'heure, nous souhaiterions que l'article 6 soit voté préalablement. Je vous remercie.

M. Mark Muller (L). Je m'excuse d'ores et déjà auprès de mes collègues d'intervenir tard dans le débat; j'ai mis à profit ce temps pour essayer de discuter cette question avec quelques collègues. S'agissant de l'amendement du Parti socialiste proposant un article 6, nous aurions une contre-proposition à faire. Si je me souviens bien de la formulation de l'amendement des socialistes, il s'agit d'appliquer un tarif plus élevé aux sociétés qui disposent de moyens élevés et un tarif moins élevé aux sociétés qui disposent de moyens modestes. Si j'ai bien saisi le sens de cet amendement, il s'agit en réalité de faire en sorte que des sociétés qui disposent de leurs propres moyens de sonorisation et apportent leur matériel dans la salle, alors même que celle-ci est déjà équipée et dans la mesure où ces sociétés peuvent endommager la salle en amenant leur matériel, il est justifié de leur faire payer davantage. En effet, l'usage qu'ils font de la salle – une espèce d'usage accru – est de nature à causer des dégâts. Pour essayer de formuler l'amendement de façon conforme à l'esprit de la proposition, nous formulons donc un contre-amendement à l'article 6, qui a la teneur suivante:

Projet d'amendement

«Art. 6. – Le tarif applicable à la location de la salle peut varier en fonction de l'usage qui en est fait et notamment des dégâts qui pourraient intervenir.»

Encore une fois, je m'excuse d'intervenir si tard, mais... (*Brouhaha.*)

La présidente. Est-ce que vous ne pourriez pas vous mettre d'accord sur un amendement unique?

M^{me} Marie Vanek (AdG/SI). Je fais une motion d'ordre, Madame la présidente, j'aimerais simplement comprendre...

La présidente. La motion d'ordre doit être déposée par écrit, Madame Vanek.

M^{me} Marie Vanek. Bon, alors, ce n'est pas une motion d'ordre, mais j'aimerais savoir comment vous procédez lors des votes. Il me semble que, quand on est en procédure de vote, on n'a plus le droit de prendre la parole ni de déposer des amendements. Ou alors vous avez revu le règlement sans nous le remettre! Je m'excuse, ce n'est pas la première fois que M. Mark Muller nous fait ce genre de proposition; cela suffit! (*Applaudissements.*)

La présidente. Je vous remercie de votre remarque, Madame Vanek. Toutefois, j'aimerais quand même vous dire que nous n'avions pas commencé le vote. Effectivement, j'ai déjà plusieurs fois fait des remarques sur le fait que je ne donnais pas la parole lorsque l'on était en procédure de vote, mais là, en fait, nous n'avons pas commencé le vote. Je vous remercie cependant de votre remarque.

M^{me} Michèle Künzler (Ve). J'aimerais juste dire qu'une bonne partie de cet amendement est totalement inutile, puisqu'il existe un règlement municipal pour les locations de salles qui détermine aussi des tarifs pour les sociétés à but lucratif et non lucratif. Il est donc inutile de rajouter des règlements que nous n'avons pas la compétence de faire.

Deuxième débat

Mis aux voix, l'amendement de M. Deshusses ajoutant un article 6 est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstention d'une partie du groupe libéral).

La présidente. Je ne vois pas comment on peut faire voter la deuxième proposition pour l'article 6. Est-ce que vous maintenez votre proposition, Monsieur Muller?

M. Mark Muller (L). Effectivement, cela n'a plus tellement de sens de voter sur mon amendement; je pense qu'on aurait dû le voter avant.

La présidente. Le bureau et la présidente ont le droit de faire voter les objets comme ils l'entendent et je vous rappelle qu'il y a eu une demande expresse préalable à la déposition de l'amendement de M. Muller. Cette demande était justement faite par M. Deshusses. Un point, c'est tout. S'il vous plaît! Vous savez, on n'a pas fini! Je vous propose l'amendement des Verts, qui demande donc de remettre les installations de sonorisation, l'éclairage de scène et le limiteur de basses, dont le coût, selon la correction apportée par M. Ferrazino, y compris les intérêts intercalaires et le 1% pour le Fonds municipal d'art contemporain, ferait monter le crédit de 971 000 francs à 1 402 000 francs.

Mis aux voix, l'amendement des Verts est accepté à la majorité (opposition des groupes libéral et radical et 2 abstentions).

L'arrêté amendé par la commission et par le plénum est mis aux voix article par article et dans son ensemble; il est accepté à la majorité (quelques oppositions et abstentions).

M. Mark Muller (L). Rassurez-vous, je ne demanderai pas un troisième débat, je suis navré; je vous déçois, je sais. Je constate simplement que j'avais déposé un amendement que je n'ai pas retiré et qui n'a pas été soumis au vote. (*Cris.*)

La présidente. Monsieur Muller, vous avez déclaré qu'il n'avait effectivement plus sa raison d'être. Vous l'avez déclaré haut et fort et c'est enregistré. J'ai donc considéré qu'il était retiré, parce que vous avez déclaré qu'il n'avait plus d'objet, qu'il n'avait plus sa raison d'être.

M. Mark Muller. On s'est mal compris, Madame la présidente.

La présidente. On s'est mal compris, effectivement.

M. Mark Muller. J'ai simplement dit que je ne savais pas si cela valait la peine de le soumettre au vote.

La présidente. Vous avez dit effectivement qu'il n'avait plus sa raison d'être.

M. Mark Muller. Peu importe, je le retire maintenant.

L'arrêté est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif;

arrêté:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 1 402 000 francs destiné à la terminaison des travaux de transformation et rénovation de la salle communale de Plainpalais, rue de Carouge 50.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de descriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 1 402 000 francs.

Art. 3. – Le bouclement du présent crédit et de celui du 14 octobre 1997 sera déposé devant le Conseil municipal dans un délai de 12 mois dès la remise définitive des travaux. Le bouclement comprendra notamment une indication des différences résultant de la comparaison des positions budgétées et réalisées selon le tableau CFC.

Art. 4. – Un montant de 13 718 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds municipal d'art contemporain institué par l'arrêté du Conseil municipal du 10 février 1950.

Art. 5. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2000 à 2029.

Art. 6. – Le prix de la location fixé aux utilisateurs est adapté à la capacité de ces derniers et en fonction des installations sollicitées.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

- 6. Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 581 300 francs, ramené à 546 300 francs, complémentaire aux crédits de 3 867 350 francs et 815 000 francs votés le 10 mars 1998, destiné à l'installation et à l'équipement additionnel nécessaire au fonctionnement des divers laboratoires et ateliers de restauration ainsi qu'à la transformation des locaux au 4^e étage du bâtiment dit «des Casemates» situé au boulevard Emile-Jaques-Dalcroze 11, sur la parcelle 4359, feuille 13 du cadastre de la Ville de Genève, section Cité (PR-19 A)¹.**

Rapporteur: M. Roberto Brogini.

La commission des travaux s'est réunie les 29 septembre et 6 octobre 1999 sous la présidence de M. Roman Juon. Les notes de séances ont été prises par M^{me} Guenevere Paychère que nous remercions.

Préambule

En 1977, le Conseil administratif, désireux de profiter des arrêtés de relance approuvés par les Chambres fédérales proposait à notre Conseil un crédit pour la rénovation et l'extension du Musée d'art et d'histoire (MAH) dans des bâtiments propriété de la Ville de Genève. Après de multiples débats et amendements, le Conseil municipal donnait suite à la proposition du Conseil administratif.

Le 25 août 1999, le Conseil administratif a formulé une demande complémentaire pour un montant de 581 300 francs destiné à l'installation et à l'équipement additionnel nécessaire au fonctionnement de divers laboratoires et ateliers sis aux Casemates.

Afin de pouvoir bénéficier pleinement des arrêtés fédéraux dits de relance, il est important que le programme des travaux puisse se poursuivre et que le Conseil municipal approuve le complément de crédit demandé. Il convient de se référer au rapport N° 294 A, de février 1998.

Présentation de la proposition et questions

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif, M. Jean-Pierre Bossy, chef du Service d'architecture, M. Guy Verneret, architecte audit service, M. Eric Burkhard, administrateur du Musée d'art et d'histoire, et M. et M^{me} Nicole et Pierre-Alain Staehli, architectes mandatés, présentent la proposition.

¹ Proposition, 1082.

M. Bossy annonce qu'il a une bonne nouvelle: la Confédération a prévu plus que prévu en subventionnement du projet: elle a versé 260 000 francs au lieu des 225 000 francs prévus. En conséquence, le montant du crédit demandé a été diminué d'autant et s'élève, à présent, à 546 300 francs.

M. Ferrazino explique que, à partir du moment où le Conseil municipal avait décidé de réduire le montant du crédit, il était apparu comme évident que le MAH allait prendre en charge ce qui avait été refusé. Or, il se trouve que, à présent, cette prise en charge ne peut se faire. Doit-on, dès lors, interrompre le chantier? Le MAH a déjà prélevé 125 000 francs sur son budget de fonctionnement pour éviter jusqu'à présent l'interruption du chantier.

M. Burkhard explique, concernant les 298 000 francs inscrits au budget, qu'il s'agit d'une somme qui a été retirée du budget ordinaire du MAH. Quant aux 125 000 francs que l'on a pris sur le budget de fonctionnement, ils ont pu être dégagés grâce à un changement de priorités. Il fallait que le chantier puisse, à tout prix, se poursuivre. Ce chantier permettra, à terme, d'économiser des loyers.

Un commissaire se demande comment l'on peut mélanger budget d'investissement et de fonctionnement.

M. Ferrazino indique que ce cas est prévu par la loi sur l'administration des communes. On peut utiliser le budget de fonctionnement pour éviter l'interruption d'un chantier. En l'occurrence, soit le musée finançait les travaux, soit on interrompait le chantier. Il était prévu que le département propose, dès lors, ce complément de crédit. Cette démarche a d'ailleurs permis d'éviter un dépassement de crédit, ce qui aurait pu arriver.

M^{me} Staehli présente brièvement les travaux. Elle insiste sur le fait que ces derniers visent à répondre aux besoins du musée. Ils permettront la mise en place d'un ensemble d'installations indispensables à l'exploitation des laboratoires et ateliers de restauration. De plus, des installations sanitaires complémentaires, des installations électriques supplémentaires, de ventilation et d'extraction se sont avérées nécessaires à la création de trente postes de travail supplémentaires. Il s'agit aussi de mobilier et d'outils de travail ainsi que d'installations visant à répondre aux normes de sécurité.

M^{me} Staehli explique qu'une chapelle est une grande armoire où l'on réalise les expériences avec des acides ou des solvants. L'armoire doit être connectée aux installations d'eau, de gaz et d'électricité. C'est un équipement complexe.

Un commissaire aimerait savoir si le montant de la subvention de la Confédération avait été compté dans le calcul de la demande de crédit.

M. Bossy indique que, lors de l'élaboration de la proposition, on ne savait pas si la Confédération allait octroyer une subvention. A présent, on sait qu'elle s'élève à 260 000 francs.

M. Ferrazino souligne qu'il s'agit d'une décision récente, puisque la Ville l'a apprise par une lettre reçue le 24 septembre 1999.

Une commissaire aimerait savoir à quoi ont servi les 125 000 francs investis par le MAH.

M. Bossy indique qu'ils ont servi à des travaux en rapport avec l'installation des ventilations. Sans cela, on aurait dû fermer le chantier. Si ces travaux n'avaient dû être entrepris au mois de juin, une demande de crédit concernant ces travaux aurait été présentée au Conseil municipal.

M. Ferrazino souligne qu'on ne pouvait continuer à utiliser le budget de fonctionnement, car cela serait contraire à la LAC.

M. Ferrazino apporte également une précision concernant cette proposition. Il indique que l'on aurait pu y inclure la réfection des façades, mais on y a renoncé vu les coûts que cela supposait.

Discussion et vote

Suite à la proposition rapide mais néanmoins fournie par le Conseil administratif, la commission n'épilogue pas très longuement et chaque parti présente sa position:

- le Parti libéral votera cette proposition, car il s'agit d'un outil de travail pour le MAH et un représentant de ce parti rappelle la position qu'il avait prise lors du vote de la proposition N° 294;
- le Parti radical est prêt à voter cette proposition. Néanmoins, le plus vieux parti genevois tient à dire, une fois de plus, que ces travaux complémentaires révèlent le manque de coordination et de concertation entre les différents services de la Ville de Genève;
- les démocrates-chrétiens diront oui à cette proposition;
- les quatre partis de l'Alternative soutiennent également cette proposition.

Au vote, la proposition N° 19 est acceptée à l'unanimité.

Le rapporteur indique que la proposition initiale du Conseil administratif est modifiée. Au montant de 581 300 francs, il convient de retrancher les 63 523,80 francs d'aide à l'investissement accordée par le Secrétariat d'Etat à

l'économie (SECO; voir annexe). Le calcul définitif de la somme à voter devra donc être présenté par le Conseil administratif au Conseil municipal lors de sa délibération.

PROJET D'ARRÊTÉ MODIFIÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 546 300 francs destiné aux installations et aux équipements complémentaires nécessaires au fonctionnement des divers laboratoires et ateliers de restauration ainsi qu'à la réfection des locaux au 4^e étage du bâtiment dit «des Casemates» situé boulevard Emile-Jaques-Dalcroze 11, sur la parcelle 4359, feuille 13 du cadastre de la Ville de Genève, section Cité.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 546 300 francs.

Art. 3. – Un montant de 7700 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds municipal d'art contemporain institué par l'arrêté du Conseil municipal du 10 février 1950.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2001 à 2020.

M. Roman Juon, président de la commission des travaux (S). On peut relier ce point à l'objet précédent. Là aussi, il s'agit d'un chantier qui est en cours et qui ne devrait pas s'arrêter par mesure d'économie pour la Ville de Genève. En commission des travaux, le crédit a été accepté à l'unanimité en moins de dix minutes; on ne sait pas ce qui va se passer ce soir, mais j'ai bon espoir que l'on puisse régler cela assez rapidement pour terminer notre soirée. Le Service d'architecture nous a demandé expressément que l'on mette ce point à l'ordre du jour des séances du Conseil municipal de novembre. Je dois dire que, comme pour le point précédent, les rapporteurs ont fait leur rapport en quelques jours. C'est aussi une façon de les honorer que de traiter leurs rapports ce soir encore.

M. Roberto Broggin, rapporteur (Ve). La commission a étudié la proposition N° 19 en un peu plus de dix minutes, Monsieur Juon!

Si vous avez bien étudié mon rapport, vous avez constaté que nous avons reçu une communication du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), qui alloue à la Ville une contribution fédérale de 260 473,70 francs pour les travaux envisagés. Le Conseil administratif de la Ville de Genève en a été avisé le 24 septembre de cette année. La commission des travaux, suite à un brillant exposé des responsables du Musée d'art et d'histoire et grâce à une bonne coordination avec le Service des constructions, a réussi à décider l'extension du Musée d'art et d'histoire à l'unanimité. Mesdames et Messieurs, vu que le travail a été fait en commission, je vous encourage à voter le crédit demandé. La somme allouée à la Ville par les Chambres fédérales correspond à une aide à la relance économique et si, au 31 décembre de cette année, nous n'avons pas répondu à la Confédération, on ne l'aura pas. Je crois que, pour la relance de l'économie et notamment pour celle du milieu de la construction, il est bien d'accepter le crédit pour l'aménagement du bâtiment des Casemates. Je vous encourage donc à voter maintenant le projet d'arrêté modifié figurant dans le rapport de la commission des travaux.

Premier débat

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC). Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, vous ne m'en voudrez pas d'enfourcher, au nom du groupe DC, l'un de nos chevaux de bataille. On va encore relever le manque de coordination entre les dicastères de notre Conseil administratif. En effet, il a été relevé par M. Ferrazino – un exemple très intéressant – que la réfection des façades n'aura pas lieu, vu le coût que cela supposait. Il est vrai que cela va permettre des économies à court terme, mais, lorsque cette réfection s'imposera, les frais seront extrêmement importants, puisqu'il faudra protéger toutes les fenêtres et les décora-

tions intérieures alors qu'il aurait été économiquement logique de réaliser cette réfection à moindre coût, lorsque le bâtiment est vide. Voilà donc encore un exemple de vision à court terme; on ne peut que le regretter, et cela a pour conséquence de mettre parfois, et même souvent, la Ville dans les chiffres rouges. Toutefois, le PDC vous invite à voter les conclusions du rapport, c'est-à-dire le projet d'arrêté modifié. Merci.

M. Guy Dossan (R). Ecoutez, je vais enfourcher le même genre de cheval de bataille que M^{me} von Arx. On va finir par avoir une vraie écurie de courses! (*Remarque.*) Vous avez raison, on ne peut pas être sur le même cheval, malheureusement... On va bientôt avoir une écurie municipale de courses! Simplement, je n'utiliserai pas l'exemple des façades, mais j'évoquerai le problème de la coordination. Quand on voit que l'on nous demande un supplément de crédit pour les travaux de l'appartement du concierge, on se demande comment, tout à coup, le concierge décide de démissionner et de s'en aller du jour au lendemain. Ce n'est quand même pas quelque chose qui arrive tout d'un coup, on devait le savoir. Ce n'est pas sérieux. Une fois de plus, c'est un manque de coordination ou alors une lenteur manifeste dans la réaction des services, et ce n'est pas acceptable. On se demande parfois si l'on n'aurait pas meilleur temps de refuser tous les crédits complémentaires. Peut-être qu'à la fin les propositions nous seraient présentées avec sérieux. Evidemment, on ne peut pas le faire. Dans le cas présent, il est important que le Musée d'art et d'histoire puisse entrer dans ces locaux, qu'on ait de nouvelles salles d'exposition et qu'en plus on puisse faire des économies de loyer. Nous suivrons donc évidemment les conclusions de la commission en votant le projet d'arrêté modifié.

M. Georges Queloz (L). Le groupe libéral votera le projet d'arrêté modifié N° 19. Nous n'allons pas chercher les poux dans la paille. Concernant la vision à court terme évoquée par M^{me} von Arx, j'aurai l'occasion de lui répondre que la vue à court terme sur le rapport N° 410 A est le fait des DC. Le groupe DC avait raboté la proposition initiale N° 410, nous n'étions pas de cet avis. Pour ce qui est du groupe libéral, il s'agit aujourd'hui de voter un outil de travail. Nous voterons le projet d'arrêté modifié en commission.

M. Gérard Deshusses (S). Le groupe socialiste, à court terme, n'aura ici plus qu'un seul cheval de bataille, à savoir raccourcir les débats et éviter le ridicule de certaines situations. Pour le reste, nous nous satisfaisons de cette proposition et nous voterons le projet d'arrêté modifié qui la concrétise.

M. Alain Dupraz (AdG/TP). L'Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes) votera ce crédit sans états d'âme.

Deuxième débat

L'arrêté modifié est mis aux voix article par article et dans son ensemble; il est accepté à l'unanimité.

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 546 300 francs destiné aux installations et aux équipements complémentaires nécessaires au fonctionnement des divers laboratoires et ateliers de restauration ainsi qu'à la réfection des locaux au 4^e étage du bâtiment dit «des Casemates» situé au boulevard Emile-Jaques-Dalcroze 11, sur la parcelle 4359, feuille 13 du cadastre de la Ville de Genève, section Cité.

Art. 2. – Il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen de rescriptions, d'avances ou de bons de caisse à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 546 300 francs.

Art. 3. – Un montant de 7700 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds municipal d'art contemporain institué par l'arrêté du Conseil municipal du 10 février 1950.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2001 à 2020.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

7. Pétitions.

La présidente. Nous avons reçu la pétition suivante:

- P-11, «Contre la fermeture de la poste de la rue du Beulet».

Ce sujet a été traité au cours de cette séance avec la motion N° 38. Toutefois, comme c'est une pétition, nous proposons de la renvoyer tout de même à la commission des pétitions qui pourra rapidement se prononcer sur son classement, puisque le Conseil municipal a déjà pris une décision en faveur du maintien du bureau de poste de la rue du Beulet.

8. Propositions des conseillers municipaux.

La présidente. Nous avons reçu les propositions de motion suivantes:

- M-39, de *M^{mes} Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Jacques Mino, Guy Savary et Jacques François*: «Hommage à un défenseur émérite des droits de l'homme»;
- M-40, de *M^{mes} Marie Vanek, Virginie Keller Lopez, MM. Roberto Broggin et François Sottas*: «Restitution aux places publiques de leur vocation initiale»;
- M-41, de *M^{mes} Anne-Marie von Arx-Vernon, Sandrine Salerno, Marie-France Spielmann, MM. Olivier Coste, Alain Marquet, Robert Pattaroni, Jacques François, Jacques Mino et Pierre Maudet*: «Une autre vision de la Genève internationale: reconnaissance des ONG et de leurs délégués».

9. Interpellations.

La présidente. Nous avons reçu les trois interpellations suivantes:

- I-10, de *M. Daniel Sormanni*: «Concierges des écoles, curieuses augmentations des loyers?»;
- I-11, de *M. Roman Juon*: «Parcours fléché pour les visiteurs de Genève-Ville, capitale du canton de Genève»;
- I-12, de *M. Roman Juon*: «Acharnement de la Ville de Genève contre les rollers et les skateurs».

10. Questions.

orales:

M. Roger Deneys (S). Ma question s'adresse en fait au bureau et à l'ensemble du Conseil municipal. Je suis surpris de voir que la commission du règlement ne se réunit toujours pas, alors que des objets lui ont été envoyés concernant les problèmes de répartition de compétences entre la Ville et le Canton. Je trouve profondément ridicule que ce Conseil ne prenne pas ses responsabilités et n'avance pas dans des projets concrets, qui peuvent être réalisés à court terme s'il s'en donne la volonté.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). J'ai aussi une question au bureau du Conseil municipal. On n'avance pas beaucoup dans cette enceinte; cherchez l'erreur! Il y a beaucoup d'objets qui ont été reportés deux fois. C'est-à-dire qu'à la prochaine séance certains seront reportés trois fois, et il y en a une multitude. Dans l'ordre du jour de notre dernière session, certains objets reportés trois fois ont quand même été placés en queue de peloton, si vous me permettez cette expression, après les rapports et les propositions. Je voulais juste savoir quelle était la position du bureau pour la suite.

La présidente. La position du bureau est la suivante: le bureau a considéré qu'il était très important que les rapports qui dataient aussi d'un certain temps puissent passer, que les crédits puissent être acceptés et que la Ville puisse aller de l'avant. Aussi, lors des séances d'octobre, les rapports ont été inscrits avant les motions et interpellations reportées trois fois pour qu'ils aient le maximum de chances d'être traités.

Quant à la commission du règlement, Monsieur Deneys, vous savez qu'elle se réunit normalement le vendredi à 17 h 30, et je dois dire qu'il est très difficile d'être disponible le vendredi en fin d'après-midi. Ma proposition est de se réunir le vendredi entre 12 h 00 et 14 h 00. Si les membres de la commission du règlement sont d'accord, nous pourrions alors avoir des séances le plus rapidement possible. Pour le moment, il n'y a malheureusement pas de vendredi disponible. Mais vous avez raison, nous avons du travail; nous serons donc bien obligés un jour de faire des réunions à midi, quand nous en avons la possibilité.

M. Guy Dossan (R). Tout à l'heure, une rumeur a circulé selon laquelle une séance supplémentaire de notre Conseil serait programmée. Est-ce que l'on pour-

rait peut-être savoir si cette séance aura lieu? Etant donné qu'on est déjà le 10 et que la prochaine séance aura lieu dans trois semaines, je suppose qu'une séance supplémentaire ne peut être fixée que dans une dizaine de jours.

La présidente. Elle n'aura pas lieu avant le mois de janvier, parce que les lundis soit la salle n'est pas disponible, soit effectivement beaucoup de personnes seraient absentes pour des réunions déjà agendées. Nous tiendrons donc cette séance supplémentaire au mois de janvier. Il est clair que, compte tenu du retard que nous avons, nous serons obligés d'en faire plusieurs et, peut-être, comme le Grand Conseil, de commencer un jour à 14 h pour faire des séances jusqu'à 23 h. Les députés travaillent aussi!

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Madame la présidente, notre groupe ne peut accepter votre proposition et votre réponse en ce qui concerne la commission du règlement. Il n'est pas question de tenir séance à midi et, comme toutes les commissions, la commission du règlement doit être convoquée vers 17 h, 17 h 30. Je le regrette, mais nous ne pouvons pas accepter votre réponse. Et, si d'aventure vous n'étiez pas libre, s'il vous plaît, déléguez quelqu'un d'autre, car la commission du règlement, qui a un certain nombre d'objets à étudier, doit se réunir dans les délais les plus brefs.

La présidente. D'accord, très bien. Je vous souhaite une bonne rentrée chez vous et une bonne nuit.

Séance levée à 23 h 30.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	1990
2. Communications du bureau du Conseil municipal	1990
3. Rapports de majorité et de minorité de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, en vue de l'abrogation du plan localisé de quartier N° 25874-661, adopté par le Conseil d'Etat le 1 ^{er} décembre 1967 et situé entre la rue Jean-Violette, la rue de Carouge et la rue Prévost-Martin, dans le quartier de Plainpalais (PR-17 A/B)	1990
4. Motion de M ^{mes} Nicole Bobillier, Alice Ecuwillon, Catherine Hämmerli-Lang, Marianne Husser, Liliane Johner, Sandrine Salerno, MM. Alain Fischer, Daniel Künzi, Jacques Mino, Jean-Pascal Perler, Pierre Reichenbach et Guy Savary: «Pour le maintien de la poste de la rue du Beulet» (M-38)	2013
5. Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit complémentaire de 1 805 000 francs, ramené à 1 402 000 francs, au crédit de 10 000 000 de francs, voté le 14 octobre 1997, destiné aux travaux de transformation et rénovation de la salle communale de Plainpalais, rue de Carouge 50 (PR-18 A)	2016
6. Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif en vue de l'ouverture d'un crédit de 581 300 francs, ramené à 546 300 francs, complémentaire aux crédits de 3 867 350 francs et 815 000 francs votés le 10 mars 1998, destiné à l'installation et à l'équipement additionnel nécessaire au fonctionnement des divers laboratoires et ateliers de restauration ainsi qu'à la transformation des locaux au 4 ^e étage du bâtiment dit «des Casemates» situé au boulevard Emile-Jaques-Dalcroze 11, sur la parcelle 4359, feuille 13 du cadastre de la Ville de Genève, section Cité (PR-19 A)	2039

7. Pétitions	2048
8. Propositions des conseillers municipaux	2048
9. Interpellations	2048
10. Questions	2049

La mémorialiste:
Marguerite Conus